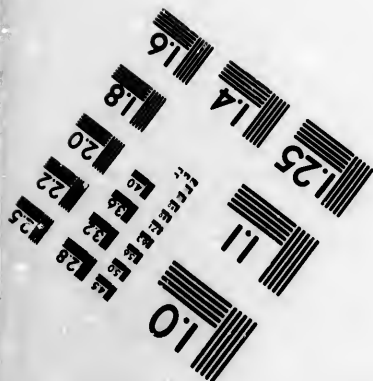
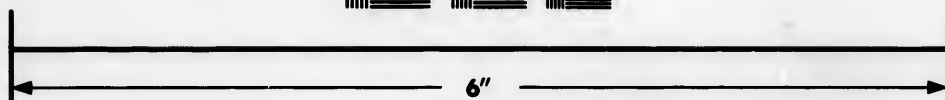
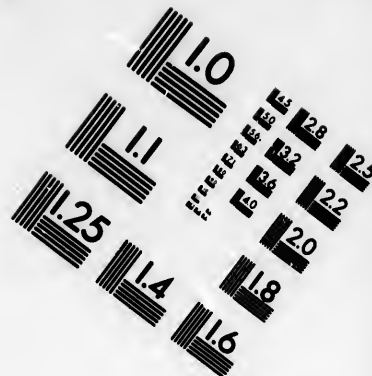




Photographic Sciences Corporation

**23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503**

**CIHM/ICMH
Microfiche
Series.**

**CIHM/ICMH
Collection de
microfiches.**



Canadian Institute for Historical Microreproductions / Institut canadien de microreproductions historiques

© 1985

Technical and Bibliographic Notes/Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming, are checked below.

- ☒ Coloured covers/
Couverture de couleur
- ☐ Covers damaged/
Couverture endommagée
- ☐ Covers restored and/or laminated/
Couverture restaurée et/ou pelliculée
- ☐ Cover title missing/
Le titre de couverture manque
- ☐ Coloured maps/
Cartes géographiques en couleur
- ☐ Coloured ink (i.e. other than blue or black)/
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- ☐ Coloured plates and/or illustrations/
Planches et/ou illustrations en couleur
- ☐ Bound with other material/
Relié avec d'autres documents
- ☐ Tight binding may cause shadows or distortion
along interior margin/
La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la
distorsion le long de la marge intérieure
- ☐ Blank leaves added during restoration may
appear within the text. Whenever possible, these
have been omitted from filming/
Il se peut que certaines pages blanches ajoutées
lors d'une restauration apparaissent dans le texte,
mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont
pas été filmées.
- ☐ Additional comments:/
Commentaires supplémentaires:

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

- ☐ Coloured pages/
Pages de couleur
- ☒ Pages damaged/
Pages endommagées
- ☐ Pages restored and/or laminated/
Pages restaurées et/ou pelliculées
- ☒ Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées
- ☒ Pages detached/
Pages détachées
- ☒ Showthrough/
Transparence
- ☐ Quality of print varies/
Qualité inégale de l'impression
- ☐ Includes supplementary material/
Comprend du matériel supplémentaire
- ☐ Only edition available/
Seule édition disponible
- ☐ Pages wholly or partially obscured by errata
slips, tissues, etc., have been refilmed to
ensure the best possible image/
Les pages totalement ou partiellement
obscurcies par un feuillet d'errata, une pelure,
etc., ont été filmées à nouveau de façon à
obtenir la meilleure image possible.

This item is filmed at the reduction ratio checked below/
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

10X	14X	18X	22X	26X	30X
☐	☐	☐	☒	☐	☐
12X	16X	20X	24X	28X	32X

The copy filmed here has been reproduced thanks to the generosity of:

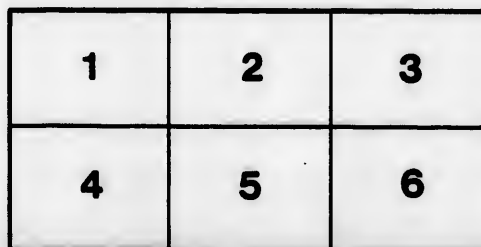
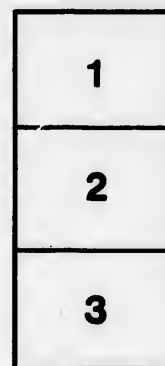
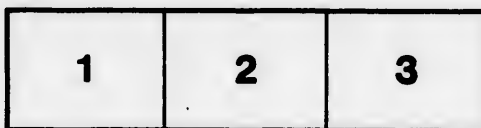
Législature du Québec
Québec

The images appearing here are the best quality possible considering the condition and legibility of the original copy and in keeping with the filming contract specifications.

Original copies in printed paper covers are filmed beginning with the front cover and ending on the last page with a printed or illustrated impression, or the back cover when appropriate. All other original copies are filmed beginning on the first page with a printed or illustrated impression, and ending on the last page with a printed or illustrated impression.

The last recorded frame on each microfiche shall contain the symbol ➡ (meaning "CONTINUED"), or the symbol ▼ (meaning "END"), whichever applies.

Maps, plates, charts, etc., may be filmed at different reduction ratios. Those too large to be entirely included in one exposure are filmed beginning in the upper left hand corner, left to right and top to bottom, as many frames as required. The following diagrams illustrate the method:



L'exemplaire filmé fut reproduit grâce à la générosité de:

Législature du Québec
Québec

Les images suivantes ont été reproduites avec le plus grand soin, compte tenu de la condition et de la netteté de l'exemplaire filmé, et en conformité avec les conditions du contrat de filmage.

Les exemplaires originaux dont la couverture en papier est imprimée sont filmés en commençant par le premier plat et en terminant soit par la dernière page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration, soit par le second plat, selon le cas. Tous les autres exemplaires originaux sont filmés en commençant par la première page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration et en terminant par la dernière page qui comporte une telle empreinte.

Un des symboles suivants apparaîtra sur la dernière image de chaque microfiche, selon le cas: le symbole ➡ signifie "A SUIVRE", le symbole ▼ signifie "FIN".

Les cartes, planches, tableaux, etc., peuvent être filmés à des taux de réduction différents. Lorsque le document est trop grand pour être reproduit en un seul cliché, il est filmé à partir de l'angle supérieur gauche, de gauche à droite, et de haut en bas, en prenant le nombre d'images nécessaire. Les diagrammes suivants illustrent la méthode.

errata
to
e pelure,
on à

LES
ACTES SEIGNEURIAUX:

SAYOIR :

L'ACTE SEIGNEURIAL DE 1854,

18 VICT. CHAP. III.

L'ACTE D'AMENDEMENT SEIGNEURIAL DE 1855,

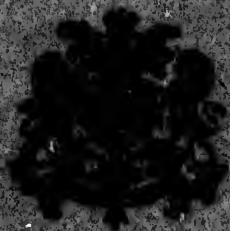
18 VICT. CHAP. CIII.

L'ACTE D'AMENDEMENT SEIGNEURIAL DE 1856,

18 VICT. CHAP. LIII.

AVEC

UN INDEX COPIeux.



Ontario:

IMPRIME PAR S. DERBISHIRE ET G. DESBARATS,
Imprimeurs des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.

1856.

LES
ACTES SEIGNEURIAUX:

SAVOIR :

L'ACTE SEIGNEURIAL DE 1854,

18 VICT. CHAP. III.

L'ACTE D'AMENDEMENT SEIGNEURIAL DE 1855,

18 VICT. CHAP. CIII.

L'ACTE D'AMENDEMENT SEIGNEURIAL DE 1856,

19 VICT. CHAP. LIII.

AVEC

UN INDEX COPIEUX.



Toronto:

IMPRIMÉ PAR S. DERBISHIRE ET G. DESBARATS,
Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.

1856.

B.C.

1856

4

4.B

QL

CCDD



ANNO DECIMO-OCTAVO
VICTORIÆ REGINÆ.

CAP. III.

Acte pour l'abolition des droits et devoirs féodaux
dans le Bas Canada.

[Sanctionné le 18 Décembre, 1854.]

ATTENDU qu'il est expédient d'abolir tous droits Préambule.
et devoirs féodaux dans le Bas Canada, soit qu'ils
portent sur le censitaire ou sur le seigneur, et d'assurer
une compensation raisonnable au dernier pour tout
droit lucratif qu'il possède aujourd'hui légalement, et
qu'il perdra par telle abolition; et attendu qu'en con-
sidération des grands avantages qui doivent résulter
pour la province de l'abolition des dits droits et devoirs
féodaux et de la substitution d'une tenure libre à celle
sous laquelle ont été tenus jusqu'ici les propriétés qui
y sont sujettes, il est expédient d'aider le censitaire à
racheter les dites charges, plus spécialement pour ce
qui est de celles qui tout en pesant le plus lourde-
ment sur l'industrie et l'esprit d'entreprise, ne peuvent,
par leur nature même, être autrement rendues im-
médiatement rachetables sans opposition et injustice
dans beaucoup de cas: à ces causes, qu'il soit statué
par la Très-Excellente Majesté de la Reine, par et de
l'avis et du consentement du conseil législatif et de
l'assemblée législative de la province du Canada, con-
stitués et assemblés en vertu et sous l'autorité d'un
acte passé dans le parlement du royaume-uni de la
Grande-Bretagne et d'Irlande, et intitulé: *Acte pour
réunir les provinces du Haut et du Bas Canada, et pour
le gouvernement du Canada*, et il est par le présent
statué par la dite autorité, comme suit:

Abrogation
des actes 8 V.
c. 42, et 12 V.
c. 49, en au-
tant qu'ils
concernent les
seigneuries
auxquelles
s'applique le
présent acte.

I. L'acte passé dans la huitième année du règne de Sa Majesté, intitulé : *Acte pour faciliter la commutation volontaire de la tenure des terres en roture situées dans les fiefs et seigneuries du Bas Canada, en celle de franc-aleu roturier*, et l'acte passé dans la douzième année du règne de Sa Majesté, intitulé : *Acte pour amender l'acte passé dans la huitième année du règne de Sa Majesté, intitulé : 'Acte pour faciliter la commutation volontaire de la tenure des terres en roture situées dans les fiefs et seigneuries du Bas Canada en celle de franc-aleu roturier,'* seront et ils sont par les présentes abrogés, en autant qu'ils concernent les seigneuries auxquelles s'applique le présent acte : mais les actes de commutation passés ou autres choses faites en vertu d'iceux demeureront en pleine force et auront le même effet que si les dits actes n'avaient pas été abrogés.

COMMENT SERA FIXÉ LE PRIX QUI SERA PAYÉ PAR LE
SEIGNEUR ET LE CENSITAIRE POUR LA COMMUTATION
DE LA TENURE DE LEURS PROPRIÉTÉS.

Le gouverneur
nommera des
commissaires.

II. Il sera loisible au gouverneur de nommer des commissaires en vertu de cet acte, et de temps à autre de les destituer et d'en nommer d'autres à la place de ceux qui seront ainsi destitués ou qui décéderont ou résigneront leur charge ; et chacun des dits commissaires devra, avant d'entrer en charge, prêter et souscrire, en présence d'un juge de la cour supérieure, le serment suivant :

Serment
d'office.

" Je , jure que je remplirai fidèlement et
" sans partialité, crainte, faveur ni affection, mon
" devoir comme commissaire en vertu de l'acte sei-
" gneurial de 1854."

Rémunération
des commis-
saires.

III. Les dits commissaires recevront pour leurs services en vertu de cet acte, et pour leurs dépenses et déboursés nécessaires, telle compensation qui leur sera accordée respectivement par le gouverneur, et nuls autres honoraires ou émoluments quelconques.

IV. Chacun des dits commissaires agira et pourra agir comme tel dans toute partie du Bas Canada, et ils s'aideront les uns les autres, de manière que l'un d'eux pourra, s'il est nécessaire, continuer et compléter le travail commencé par un autre d'entre eux ; mais, sujet à cette disposition, le gouverneur pourra de temps à autre assigner la seigneurie ou les seigneuries dans et pour lesquelles chacun d'eux agira. (*Voir aussi 18 Vict., chap. 103, s. 6.*)

V. Il sera du devoir de chacun des dits commissaires d'évaluer les divers droits ci-après mentionnés, par rapport à chaque seigneurie qui lui sera assignée comme susdit par le gouverneur, et de faire en forme tabulaire et en triplicata un cadastre de telle seigneurie, indiquant :

1. La valeur totale de la seigneurie, c'est-à-dire, de tous les biens et droits lucratifs que le seigneur possède comme tel, soit comme seigneur dominant de tout fief relevant du lui comme tel seigneur ou autrement, comprenant dans telle valeur totale la valeur des droits de la couronne ;

2. La valeur des droits de la couronne dans la seigneurie, comprenant la valeur du droit de quint, et de tous autres droits de la couronne appréciables à prix d'argent, en icelle seigneurie, en sa qualité de seigneur dominant, ou à raison d'une réserve dans la concession originale de la seigneurie, et toute différence entre la valeur absolue en franc-aleu roturier de toutes terres non concédées, eaux et pouvoirs d'eau dans la seigneurie et appartenant à icelle, et la valeur des droits du seigneur en icelle, suivant qu'ils pourront être établis par les décisions des juges, en vertu des dispositions faites ci-après. (*Voir aussi 19 Vict., chap. 53, s. 3.*)

3. La valeur des droits lucratifs du seigneur dominant duquel pourra relever la seigneurie pour laquelle est fait le cadastre, si la seigneurie est un arrière-fief ;

La valeur
annuelle des
droits seigneuriaux sur
chaque fonds.

4. La valeur annuelle des droits seigneuriaux sur chaque fonds, c'est-à-dire, chaque morceau de terre originellement concédé comme emplacement séparé, ou effectivement possédé à l'époque où se fera tel cadastre par une personne distincte, inscrivant séparément,—la valeur annuelle des lods et ventes,—la valeur annuelle (si telle valeur existe) du droit de banalité, et du droit exclusif de bâtir des moulins dans la seigneurie, tel que distingué du droit aux pouvoirs d'eau, si tels droits sont reconnus par la décision des juges qui doivent s'en enquérir, tel que ci-après prescrit, mais non autrement,—la valeur annuelle des cens et rentes et autres droits fixes, et de toutes autres charges légales auxquelles le fonds pourra être sujet; mais le droit de retrait ne sera pas censé être un droit lucratif;

L'étendue de
chaque fonds.

5. L'étendue de tel fonds, conformément au titre du propriétaire, si tel titre est produit, et spécifiant s'il est possédé pour des fins agricoles ou simplement comme emplacement ou lot à bâtir;

Comment
seront détermi-
nées les
charges sei-
gneuriales et
l'étendue de
chaque fonds.

6. En déterminant les charges seigneuriales auxquelles chaque fonds est sujet, le commissaire se guidera sur le titre reçu du seigneur par le propriétaire, sujet à la décision des juges ci-après mentionnés, si telle décision limite d'une manière quelconque les droits du seigneur en vertu dudit titre; et en l'absence du titre du propriétaire, le commissaire déterminera l'étendue du fonds et les charges seigneuriales auxquelles il est sujet, au moyen des livres, plans, procès-verbaux, ou autre preuve secondaire qu'il pourra se procurer;

Comment se-
ront désignés
les fonds dans
le cadastre.

7. Chaque fonds sera désigné dans le cadastre par la concession et le numéro qu'il porte dans le papier-terrier du seigneur, (ou s'il n'est désigné d'aucune telle manière dans icelui, alors par la meilleure désignation succincte que le commissaire pourra lui assigner) et le nom du propriétaire tel qu'il paraît sur le papier-terrier, et à défaut de renseignement sur aucun des

aits points, le commissaire pourra le désigner de la manière qu'il jugera le plus convenable, pourvu qu'il assigne à chaque fonds un numéro séparé et distinct ;

8. Le commissaire comprendra aussi dans le cadastre tous fonds à l'égard desquels des droits seigneuriaux ont été commués, et écrira vis-à-vis d'iceux le mot "commué" seulement.

Fonds à l'égard desquels les droits seigneuriaux ont été commués.

VI. Pour déterminer la valeur des droits seigneuriaux sur les fonds tenus en roture, le commissaire observera les règles suivantes, savoir :

Règles que suivront les commissaires en évaluant la commutation :

1. Le montant des cens et rentes et charges annuelles sera pris comme la valeur annuelle d'icelles ; et si quelques-unes de ces rentes ou redevances sont payables en grains, volailles ou denrées ou fruits de la terre, leur valeur moyenne sera calculée d'après le prix moyen des articles de même nature relevé sur les livres des marchands les plus proches du lieu, ou constatée de toute autre manière que le commissaire jugera le plus équitable ; pour établir telle année commune, on prendra les quatorze années immédiatement antérieures à l'époque de l'évaluation, on retranchera les deux plus fortes et les deux plus faibles, et l'année commune sera formée sur les dix années restantes ; la valeur des corvées sera estimée de la même manière ;

Cens et rentes et charges annuelles.

Année commune.

2. Pour établir la valeur annuelle des droits casuels, il sera formé une année commune de leur valeur pour chacune des deux classes de fonds ci-après mentionnées, sur les dix années immédiatement antérieures à la passation du présent acte, et le montant de l'évaluation de la dite année commune sera la valeur annuelle des dits droits casuels pour tous les fonds de la même classe dans la seigneurie ; et les commissaires en estimant la valeur annuelle des lods et ventes dans toute seigneurie, distingueront ceux provenant de fonds tenus comme emplacements ou lots à bâtir, ou pour d'autres fins que pour des fins agricoles, lesquels

Droits casuels, année commune.

Lods et ventes
divisés en
deux classes.

Répartition
d'iceux.

Commuation
partielle anté-
rieure à la
passation du
présent acte.

formeront une classe, de ceux qui proviendront des fonds possédés pour des fins agricoles, lesquels formeront une autre classe; et le commissaire répartira la valeur annuelle des lods et ventes sur chaque classe, sur les fonds appartenant à cette classe, chargeant chaque fonds d'une portion d'icelle en proportion de sa valeur à l'égard des fonds tenus comme emplacements ou lots à bâtir, ou pour d'autres fins que les fins de l'agriculture, et en proportion de son étendue à l'égard des terres possédées pour les fins de l'agriculture: et toute rente expressément chargée dans un acte de commutation partielle en vertu des actes par le présent abrogés comme indemnité à être payée par le censitaire à la place des lods et ventes, sera censée représenter la valeur du droit aux lods et ventes sur le fonds mentionné, et sera à tous égards inscrite et considérée en conséquence. (*Voir assui 19 Vict., chap. 53, s. 1.*)

Droit de bana-
lité.

3. Pour établir la valeur annuelle du droit de banalité et du droit exclusif d'avoir des moulins dans la seigneurie (indépendamment du droit au pouvoir d'eau) si aucuns tels droits sont reconnus par les dits juges comme susdit, le commissaire estimera la diminution probable (si elle existe) que le seigneur éprouvera dans le produit net annuel de ses moulins, par suite de la perte de tel droit, et la dite somme sera censée la valeur annuelle de tels droits, et sera répartie sur les fonds sujets aux dits droits en proportion de leur étendue;

Autres droits.

4. Tous autres droits seront évalués suivant les revenus ou profits qui auront pu en provenir, lesquels seront constatés par le commissaire de la manière qu'il jugera la plus équitable, et les fonds sujets à iceux en seront chargés respectivement;

Conversion en
rente consti-
tuée.

5. La valeur annuelle de chaque classe de droits sur chaque fonds deviendra une rente constituée dont tel fonds sera chargé comme compensation payable au seigneur du dit fonds, et le montant total de telles rentes constituées sur un fonds quelconque, après la

déduction qui en sera faite tel que ci-après prescrit, sera payable au seigneur annuellement aux temps et lieu où les cens et rentes sur tel fonds sont maintenant payables, à moins qu'il ne soit autrement convenu entre le seigneur et le censitaire, et courra du jour où avis du dépôt du cadastre de la seigneurie sera donné dans la *Canada Gazette*, auquel jour les cens et rentes actuels et autres charges annuelles sur le fonds cesseront d'exister ; et les dites charges, et les rentes constituées en vertu du présent acte seront calculées proportionnellement pour toute période durant laquelle elles pourront exister et qui sera moindre qu'une année;

Quand payable.

6. La valeur des droits du seigneur dominant dans tout arrière-fief, formera le capital d'une rente constituée payable annuellement par le seigneur de l'arrière-fief, le jour de la date de la publication dans la *Canada Gazette*, de l'avis du dépôt du cadastre de tel arrière-fief, et calculée à compter du jour de telle publication ; mais sur les deniers provenant au seigneur de l'arrière-fief de l'aide provinciale ci-après mentionnés une somme ayant à l'égard du total de telles sommes la même proportion que la valeur des droits du seigneur dominant dans tel arrière-fief aura à l'égard de la valeur fixée sur les droits seigneuriaux du seigneur servant dans tel arrière-fief, appartiendra au seigneur dominant, et sa dite rente constituée sera réduite du montant de l'intérêt annuel à six par cent par année, de la somme lui provenant ainsi sur la dite aide provinciale ;

Conversion des droits du seigneur dominant en rente constituée.

Une part proportionnelle dans le fonds pourvu par cet acte appartiendra au seigneur dominant.

7. Et dans l'estimation de la valeur des droits casuels de la couronne relativement à chaque seigneurie, le commissaire sera guidé autant que possible par les règles qui sont par le présent prescrites pour la détermination de la valeur annuelle des droits casuels des seigneurs.

Evaluation des droits casuels de la couronne.

Abrogé par
19 Vict. chap.
53, s. 2.

VII. Avant de commencer à faire le cadastre d'une seigneurie quelconque, le commissaire qui sera chargé de ce devoir donnera avis public du lieu, du jour et de l'heure auxquels il commencera son enquête ; et tel

Avis qui sera donné par les commissaires.

avis sera donné par affiches et annonces en langue anglaise et française, à la porte de chaque église paroissiale dans telle seigneurie, pendant quatre dimanches consécutifs, à l'issue du service divin du matin, ou par annonces dans les dites langues affichées pendant quatre semaines consécutives dans l'endroit le plus fréquenté dans toute seigneurie où il n'y aura pas d'église. (*Voir aussi 18 Vict., chap. 103, s. 6.*)

Ils pourront entrer sur les terres pour les évaluer.

VIII. Il sera loisible au commissaire d'entrer sur tous fonds situés dans la seigneurie dont il doit faire le cadastre, pour en faire tel examen qui pourra lui être nécessaire, sans qu'il soit, pour ce, sujet à aucun empêchement ou poursuite, et avec le droit de commander l'assistance de tous juges de paix, officiers de paix, et autres, pour entrer et faire tel examen, en cas d'opposition.

Pouvoirs des commissaires d'examiner les témoins sous serment.

IX. Les dits commissaires, et chacun d'eux séparément, auront plein pouvoir et autorité d'interroger sous serment toute personne qui comparaitra devant eux ou l'un d'eux, soit comme intéressé, soit comme témoin, et de sommer devant eux ou l'un d'eux, toute personne qu'ils jugeront à propos d'interroger touchant toutes les matières qu'ils auront à considérer, et les faits qu'ils auront à déterminer pour donner effet aux dispositions de cet acte, et de l'obliger à apporter avec elle et leur fournir à eux ou à l'un d'eux tout livre, papier, plan, instrument, document ou chose mentionné dans telle sommation et nécessaire pour les fins de cet acte; et si quelque personne ainsi sommée refuse ou néglige de comparaître devant eux ou devant le commissaire qui l'aura sommée, ou comparaissant, refuse de répondre à toute question légale à elle adressée, ou d'apporter tout tel livre, plan, papier, instrument, document ou chose quelconque qui pourra être en sa possession et qu'elle aura été requise, par telle sommation, d'apporter avec elle ou fournir, telle personne, pour chaque tel refus ou négligence, encourra une pénalité qui ne sera pas de moins de dix ni de plus de cinquante louis courant,

Refus de comparaître, ou de répondre, soimment puni.

payables à Sa Majesté, et qui sera recouvrée avec dépens sur plainte sommaire par tel commissaire devant tout juge de la cour supérieure ou de la cour de circuit, et à défaut de paiement immédiat, elle sera, sur warrant de tel juge, appréhendée et emprisonnée dans la prison commune du district pour un espace de temps qui n'excèdera pas un mois de calendrier.

(Abrogés par 19 Vict., chap. 53, s. 4.)

X. Chaque fois que le commissaire chargé de faire le cadastre d'une seigneurie sera d'opinion que les règles établies par cet acte pour déterminer une valeur qu'il est par le présent acte tenu de déterminer, ne forment pas une base équitable pour la déterminer, ou lorsque le seigneur, ou pas moins de douze censitaires de la seigneurie, demandera ou demanderont au dit commissaire par écrit, sous un délai qui n'excèdera pas huit jours après le jour fixé pour le commencement de l'enquête du commissaire, que des experts soient nommés pour déterminer la valeur des droits seigneuriaux en icelle, le dit commissaire convoquera une assemblée publique des censitaires de la seigneurie, aux lieu, jour et heure qui seront indiqués dans l'avis public qu'il donnera de la manière prescrite par cet acte par rapport au commencement de son enquête, aux fins de nommer deux experts, dont l'un sera nommé par le seigneur et l'autre sera élu par la majorité des censitaires qui assisteront à telle assemblée; et dans le cas où le seigneur ou son agent n'assistera pas à la dite assemblée, ou, y étant présent, refusera ou négligera de nommer un expert, le dit commissaire en nommera un de la part du seigneur, et tel expert aura les mêmes pouvoirs qu'il aurait eus s'il eût été nommé par le seigneur, et dans le cas où les censitaires refuseraient ou négligeraient de nommer un expert de leur part, le commissaire nommera de la même manière un expert chargé d'agir pour eux.

Des experts pourront être nommés en certains cas.

Comment les experts seront nommés.

2. Les deux experts ainsi nommés auront et exerceront les mêmes pouvoirs, quant à l'évaluation des droits seigneuriaux, que pourrait exercer le commissaire lui-même, excepté qu'ils ne seront en aucun cas tenus aux règles prescrites ci-dessus: et les dits deux experts nommeront un tiers-expert, mais si les deux experts ne peuvent s'accorder sur le choix de la personne qui devra être tiers-expert, alors tout juge de la cour supérieure dans le district où se trouve située la seigneurie ou la plus grande partie d'icelle, sur la demande qui lui en sera faite par l'un des deux experts, après un avis de trois jours francs donné à l'autre, nommera le tiers-

Pouvoirs des experts.

Tiers-expert.

L'évaluation faite par les experts sera entrée dans le cadastre.

Un seul expert pourra être nommé.

Le commissaire pourra être nommé tiers-expert ou seul expert.

En cas de décès, etc., d'un expert, comment il sera remplacé.

Dans le cas où le commissaire sera tiers-expert.

Rémunération des experts.

Temps accordé pour la révision du cadastre.

Avis.

(Abrogés par 19 Vict., chap. 53, s. 4.)

expert: et les sommes fixées par deux des dits experts comme étant la valeur annuelle des droits seigneuriaux, respectivement, seront considérées par le commissaire comme en étant la valeur, et seront réparties par lui de la manière ci-dessus prescrite sur les fonds sujets aux droits; et le commissaire mentionnera dans le cadastre que la valeur a été déterminée par expertise.

3. Pourvu que lorsque le seigneur et les censitaires seront d'accord de nommer et élire, ou nommeront et éliront un seul et même expert, tel expert seul aura les mêmes pouvoirs qu'auraient eus les trois experts, et sa décision sera finale; et pourvu aussi que le commissaire pourra être nommé ou tiers-expert ou seul expert.

4. Si l'un des dits experts décède, devient incapable ou refuse d'agir, il sera procédé à la nomination ou à l'élection d'un autre expert pour le remplacer en la manière ci-haut prescrite, excepté qu'il ne sera pas nécessaire de convoquer une assemblée publique des censitaires lorsqu'il s'agira de la nomination d'un expert pour remplacer celui qui représentera le seigneur, mais si le seigneur refuse ou néglige pendant huit jours de nommer un autre expert, après avoir été requis par le commissaire de ce faire, le commissaire en nommera un de la part du dit seigneur.

5. Dans le cas où le commissaire serait nommé tiers-expert ou seul expert, alors s'il est empêché d'agir par quelque cause, le commissaire qui recevra ordre du gouverneur de continuer les procédures dans la seigneurie, sera le tiers-expert ou le seul expert à la place du premier commissaire.

6. Les dits experts auront droit de recevoir à même les fonds pourvus par le présent acte, tels émoluments que le commissaire croira devoir taxer, pourvu qu'ils n'excèdent pas la somme de quinze chelins pour chaque jour de vacation nécessaire. Et le paiement des dits émoluments se fera par le receveur-général sur le certificat du commissaire.

XI. Le dit commissaire, aussitôt après la confection du cadastre d'une seigneurie, donnera un avis public de huit jours en la manière prescrite par la septième clause de cet acte, que tel cadastre restera ouvert à l'inspection du seigneur et des censitaires de la seigneurie pendant les trente jours qui suivront le dit avis;

(Abrogés par 19 Vict., chap. 53, s. 5.)

et durant ce temps le commissaire pourra corriger toute erreur et suppléer à toute omission qui pour- ront lui être indiquées par aucune partie intéressée ou qui pourront venir à sa connaissance de toute autre manière, mais il n'altérera aucune valeur déterminée par expertise sans le consentement de la majorité des experts ou du seul expert.

2. Le propriétaire ou possesseur de la seigneurie pourra paraître, soit en personne, soit par son agent, devant le commissaire, afin de faire corriger toute erreur qui pourra s'être glissée dans le cadastre; et, pour la même fin, les censitaires de la seigneurie pourront paraître devant le commissaire par leur agent qui sera nommé par la majorité des censitaires de la seigneurie présents à une assemblée convoquée à cet effet, par trois ou plus de trois des censitaires d'icelle, après avis préalablement donné huit jours d'avance en la manière prescrite par la septième clause de cet acte.

3. Mais aucun cadastre ne sera complété avant que les juges de la cour spéciale aient donné jugement sur les questions qui leur seront soumises tel que ci-après mentionné; et dans le cas où aucune des décisions prononcées par la dite cour spéciale serait renversée ou changée, sur appel au conseil privé, les commissaires formant la cour de révision des cadastres ci-après mentionnés, changeront et amenderont les cadastres en conséquence.

(Voir aussi 19 Vict., chap. 53, ss. 5 & 8.)

XII. Il sera loisible au gouverneur, par lettre sous la signature du secrétaire provincial, de choisir parmi les commissaires à être ainsi nommés, quatre d'entre eux, dont trois formeront une cour pour la révision des cadastres faits en vertu du présent acte, et pareillement de temps à autre de les démettre et en nommer d'autres à la place de ceux ainsi démis, décédés, qui auront résigné leur charge, ou qui seront devenus incapables d'agir. (Voir aussi 19 Vict., chap. 53, s. 9.)

2. La décision de deux des commissaires ainsi choisis, que les autres soient présents ou non, sur toute matière relative à la révision de tout cadastre fait en vertu du présent acte, sera finale.

Leurs pouvoirs.

3. En faisant telle révision, les commissaires procéderont sommairement, mais ils pourront ordonner la production de toute preuve qu'ils pourront juger nécessaire pour leur permettre de prononcer une décision correcte, et pour cet objet ils auront les mêmes pouvoirs qu'ils ont en faisant un cadastre.

Aucun cadastre ne sera révisé par le commissaire qui l'aura fait.

4. Aucun commissaire ainsi choisi ne siègera pour réviser un cadastre qu'il aura fait lui-même. (*Amendé par 19 Vict., chap. 53, s. 6.*)

Comment sera obtenu la révision des cadastres.

(*Abrogés par 19 Vict. chap. 53, s. 7.*)

5. Et aucune révision de cadastre ne sera permise à moins que demande en ait été faite dans les quinze jours à compter de l'expiration du temps accordé en vertu de la onzième section du présent acte, pour qu'il soit corrigé par le commissaire qui l'aura fait: et toute telle demande sera faite par une pétition présentée au gouverneur de la part de la partie intéressée, spécifiant les objections faites au dit cadastre et les changements demandés, et demandant telle révision.

Devoirs des commissaires formant la cour de révision.

6. Sur la réception de toute telle pétition, le secrétaire provincial la soumettra aux commissaires formant la cour de révision comme susdit, dont le devoir sera, après avoir dûment donné quinze jours d'avis de la manière prescrite par la septième clause du présent acte, de procéder à réviser le cadastre y mentionné, et s'ils y trouvent quelque erreur, de la corriger, en autant qu'il y aura été objecté spécialement, et pas au-delà, mais ils ne pourront altérer aucune valeur déterminée par expertise sans le consentement de la majorité des experts ou du seul expert.

(*Voir aussi 19 Vict., chap. 53, ss. 8 et 9.*)

Frais de révision;

7. La dite cour de révision pourra adjuger et taxer les frais contre toute partie qui pourra, dans son opinion, avoir demandé ou opposé la révision du cadastre sans une cause raisonnable, et ces frais pourront être recouvrés, sur le certificat d'aucun des dits commissaires, comme une dette due par la partie contre laquelle ils auront été adjugés, à la partie en faveur de laquelle ils auront été taxés.

Comment recouvrés.

Dépôt des cadastres.

XIII. Aussitôt que le cadastre d'une seigneurie sera complété de la manière ci-haut pourvue, le commis-

saire qui l'aura fait en transmettra un triplicata au receveur-général de la province, il en déposera un autre triplicata au greffe de la cour supérieure du district dans lequel telle seigneurie est située, ou si telle seigneurie est située dans deux districts, au greffe de la dite cour dans le district où sera située la plus grande partie de la seigneurie, et gardera l'autre triplicata par devers lui jusqu'à ce qu'il y soit autrement pourvu par la loi, et il donnera avis public de tels dépôts dans les termes exprimés dans la formule A annexée à cet acte, ou en d'autres termes analogues, en langues anglaise et française dans la *Canada Gazette*, ou tout autre papier-nouvelle reconnu comme la gazette officielle de la province, et dans au moins une gazette publiée dans le district où telle seigneurie ou la plus grande partie d'icelle est située, ou s'il ne se publie aucune gazette dans tel district, tel avis sera ainsi publié dans le district le plus proche où il se publie une ou plusieurs gazettes; et le greffier de la cour supérieure fournira des copies ou des extraits de tel cadastre dûment certifiés en la forme ordinaire à toute personne qui les demandera, et aura droit d'exiger trois deniers courant pour chaque cent mots ou chiffres contenus dans toute telle copie ou extrait; et il fournira aussi sur demande une copie de tel cadastre au seigneur de la seigneurie à laquelle il se rapporte, et les frais en seront payés à même les fonds pourvus par le présent acte, et toutes telles copies et extraits, en mots ou en chiffres, seront considérés comme authentiques, et vaudront comme preuve *prima facie* de toutes matières y contenues.

Avis du dépôt.

Copies qui seront fournies.

ABOLITION DES DROITS ET DEVOIRS FÉODAUX.

XIV. Le, depuis et après le jour de la publication dans la *Canada Gazette* ou autre gazette officielle comme susdit, de l'avis que le cadastre d'aucune seigneurie a été déposé comme susdit, tout censitaire de la dite seigneurie possédera, en vertu d'icelui, son fonds en franc-aleu roturier, libre et franc de tous cens,

Conversion de la tenure en franc-aleu roturier.

Abolition du droit de quint, etc., dû à la couronne.

Abolition des droits honorifiques, etc.

Nulle terre ne pourra être concédée qu'en franc-aleu roturier.

Proviso.

Le droit du seigneur de prendre un terrain pour exploiter un pouvoir d'eau acquis subégalement à l'acte de con-

lods et ventes, droit de banalité, droit de retrait, et autres droits et charges féodales et seigneuriales de quelque espèce que ce soit, excepté la rente constituée qui sera substituée à tous droits et charges seigneuriales ; et tout seigneur possédera dès lors et à l'avenir son domaine et les terres non-concédées de sa seigneurie, et tous pouvoirs d'eau et immeubles qui lui appartiennent maintenant en franc-aleu roturier, en vertu du présent acte, et les dites propriétés et les rentes constituées à lui payables en vertu du présent acte par ses censitaires, ou par tout seigneur du fief ou seigneurie duquel il est le seigneur dominant, seront tenues, possédées par lui libres et franches de tous droits de quint, relief, ou autres droits ou redevances féodales dues à la couronne ou à tout seigneur dominant dont son fief ou seigneurie relève actuellement ; sujet toujours, tant pour ce qui regarde le seigneur que pour ce qui regarde le censitaire, aux dispositions de cet acte : et le seigneur comme tel ne sera après tel temps sujet à aucune obligation onéreuse envers ses censitaires, et ne pourra prétendre à aucun droit honorifique, et nul terre ou fonds ne sera à l'avenir concédé par un seigneur pour être tenu autrement que sous la tenure en franc-aleu roturier, ou être sujet à des droits de mutation ou autres redevances féodales ; Pourvu toujours, qu'aucun seigneur ne concédera ni n'aliénera aucune partie des terres non-concédées dans sa seigneurie, qu'après qu'avis du dépôt du cadastre d'icelle aura été donné comme susdit, et toute telle concession ou aliénation sera nulle et de nul effet. (*Amendé par 19 Vict., chap. 53, s. 17.*)

XV. Mais nul droit qu'un seigneur pourra avoir acquis en vertu d'une stipulation légale faite avant la passation du présent acte par un contrat subséquent au contrat de concession, de prendre un terrain pour exploiter le pouvoir d'eau adjoignant le dit terrain et appartenant à tel seigneur, en payant la pleine valeur de tel terrain et de toutes améliorations faites sur

icelui, ne sera éteint à raison de la passation du présent acte, mais le dit droit restera en pleine force : pourvu toujours, que le propriétaire de tout terrain adjoignant un pouvoir d'eau, ainsi acquis au seigneur, et qui n'est pas alors exploité par lui, pourra en tout temps après l'expiration d'une année, à compter de la passation du présent acte, demander au seigneur le droit d'exploiter tel pouvoir d'eau en lui payant la pleine valeur de tel droit, laquelle valeur, si elle n'est pas convenue, sera déterminée par des arbitres, dont l'un sera nommé par le propriétaire de tel terrain, un autre par le seigneur, et le troisième par les deux autres, ou s'ils ne peuvent s'entendre, alors par un juge de la cour supérieure ou de la cour de circuit, et la sentence rendue par deux d'entr'eux sera finale ; et sur paiement ou offre au seigneur de la valeur ainsi établie, le propriétaire de tel terrain aura le droit d'exploiter tel pouvoir d'eau de la manière mentionnée dans la demande faite d'icelui et dans la dite sentence arbitrale.

cession, de-
mennera en
force.

Proviso.

Le proprié-
taire du ter-
rain pourra
faire demande
du droit d'ex-
ploiter tel
pouvoir d'eau.

DÉTERMINATION DES DROITS LÉGAUX DU SEIGNEUR ET DU CENSITAIRE.

XVI. Et afin d'éviter autant que possible les frais, l'incertitude et les délais inutiles dans l'évaluation des divers droits susdits et la confection des cadastres des seigneuries respectivement, et toutes les erreurs en matières de loi, de la part des commissaires en vertu du présent acte, le procureur-général de Sa Majesté pour le Bas Canada, rédigera, aussitôt que possible après la passation du présent acte, pour être soumises à la décision des juges de la cour du banc de la Reine et de la cour supérieure pour le Bas Canada, les questions qu'il jugera les plus propres à décider les points de droit, qui, dans son opinion, seront soumis à la considération des dits commissaires en déterminant la valeur des droits de la couronne, du seigneur et des censitaires, et il déposera une copie de ces questions dans le bureau de la dite cour du banc de la Reine, et fera en sorte qu'une copie en soit transmise par la poste à chacun des juges des dites cours.

Le procureur
général pourra
soumettre des
questions aux
juges de la
cour du banc
de la Reine et
de la cour su-
périeure.

Publication des
questions.

2. Les dites questions seront alors publiées au moins une fois par semaine, pendant six semaines consécutives, dans la *Canada Gazette*, avec avis à tous ceux qu'elles peuvent concerner qu'elles ont été déposées comme susdit, et sont soumises pour la décision des dits juges.

Considération
de ces ques-
tions, et audi-
tion des par-
ties.

3. Les dits juges prendront les dites questions en considération, et entendront le procureur-général ou le solliciteur-général, et tels conseils que le procureur-général ou le solliciteur-général jugeront à propos de s'associer, aussi promptement que possible après l'expiration de trente jours depuis la dernière publication des dites questions dans la *Canada Gazette*, et il sera du devoir des dits juges de donner à la considération de ces questions et à l'audition d'icelles telle préséance sur les autres matières devant eux, et d'adopter telles autres mesures à leur égard qui assureront la décision des dites questions aussi promptement qu'il sera commodément praticable.

Les seigneurs
pourront être
entendus par
conseil.

4. Tout seigneur pourra en tout temps avant la fin de la dite période de trente jours après la dernière publication des dites questions, ou avec la permission des dits juges en aucun temps avant l'audition d'icelles, faire déposer pour lui dans le bureau de la cour du bano de la Reine une comparution dans la matière des dites questions, et après avoir ainsi fait déposer cette comparution, il aura le droit d'être entendu par son conseil sur ces questions, et pourra soumettre toutes questions supplémentaires ou contre-questions, et pourra annexer à chacune des dites questions un état de la proposition ou des propositions qu'il prétend maintenir à leur égard ; mais pas plus de cinq avocats ne seront entendus de la part de tous les seigneurs ainsi comparaissant, excepté avec la permission spéciale de la cour, et si un plus grand nombre demande à être entendu, les juges décideront lesquels d'entre eux seront entendus.

Le nombre
d'avocats
limité.

5. Les censitaires de toute seigneurie agissant par leur agent qui sera nommé en la manière prescrite par la onzième section du présent acte, pourront aussi en la même manière et dans le même délai faire déposer pour eux une comparution dans le bureau de la dite cour, et ayant ainsi fait, auront droit d'être entendus par leur conseil sur les questions déposées par le procureur-général, aussi bien que sur toute question ou propositions déposées par aucun seigneur, et pourront soumettre des questions ou propositions supplémentaires ou contre-questions à celles de la couronne ou d'un seigneur, mais pas plus de cinq conseils ne seront entendus de la part de tous les censitaires, excepté avec la permission spéciale de la cour; et si un plus grand nombre demande à être entendu, la cour décidera lesquels d'entre eux seront entendus.

Les censitaires pourront aussi être entendus par conseil.

Le nombre d'avocats limité.

6. Aucune publication ou signification d'aucunes questions ou propositions supplémentaires ou contre-questions ne sera nécessaire, mais icelles seront imprimées, et quand elles seront déposées, cinquante copies au moins d'icelles seront remises au greffier des appels, lequel en donnera des copies au procureur-général et aux avocats comparaissant pour les seigneurs ou les censitaires.

Copies des contre-questions seront fournies aux avocats.

7. A compter de l'expiration des dits trente jours après la dernière publication des dites questions, la matière sera traitée par les dits juges comme si un appel dans lequel les dites questions se seraient élevées était pendant, inscrit et prêt pour l'audition; mais aucune action ou plaidoiries ou autres procédures que celles qui sont ici prescrites ne seront requises préalablement à cette audition; aucune objection technique de procédure ne sera accueillie, et s'il surgit quelque point concernant les procédures en quelque matière non prévue par le présent acte, les juges siégeant rendront *instantanément* à ce sujet telle décision qui leur semblera la plus équitable et à propos.

Comment ces questions seront traitées par la cour.

Manière de rendre la décision sur ces questions.

8. La décision et les opinions des dits juges seront motivées et rendues comme dans un jugement dans une cause en appel, dans laquelle toutes les questions se seraient élevées et auraient été débattues, mais sans autre sentence en faveur de la couronne ou des seigneurs ou des censitaires, soit pour les frais ou autrement. (*Voir aussi 19 Vict., chap. 53, s. 14.*)

Effet de cette décision.

9. La décision qui sera ainsi prononcée sur chacune des dites questions et propositions, guidera les commissaires et le procureur-général, et sera considérée dans tout cas réel qui s'élèvera par la suite, comme un jugement en appel en dernier ressort de la cour sur le point soulevé par cette question dans un cas semblable, quoique entre des parties différentes : pourvu toujours, qu'il sera compétent aux dits juges de prononcer des décisions séparées sur toutes question ou questions en particulier ; et pourvu aussi que si dans telle décision il y a un juge différant d'opinion, chaque partie pourra dans l'espace d'un mois, par pétition sommaire dûment signifiée à l'autre, en appeler de telle décision à Sa Majesté en conseil privé ; mais autrement, il n'y aura aucun appel de telle décision.

Proviso.

Proviso.

Appel au conseil privé.

Le gouverneur pourra par proclamation ordonner un terme spécial des juges de la cour du banc de la Reine et de la cour supérieure.

10. Le gouverneur pourra en aucun temps et de temps en temps, par proclamation, ordonner qu'un terme spécial des dits juges sera tenu en la cité de Québec ou en la cité de Montréal, et qui commencera le jour qui sera fixé à cette fin dans la dite proclamation, laquelle sera émise vingt jours francs au moins avant le commencement du dit terme spécial ; et s'appliqueront au dit terme spécial toutes les dispositions de l'acte qui constitue la dite cour du banc de la Reine et de la loi relativement aux termes ordinaires de la dite cour (en appel,) excepté qu'à chaque dit terme spécial, neuf des dits juges formeront un quorum ; et les questions qui seront proposées en vertu du présent acte, et aucunes autres affaires, seront prises en considération dans le dit terme ; et le dit terme spécial continuera jusqu'à ce qu'il n'y ait plus devant les dits juges, qui, au dit terme, formeront une cour

Quorum.

Durée de tel terme.

spéciale pour les fins du présent acte, aucune autre matière ou procédure relative au présent acte ; pourvu toujours, que si dans le but de tenir un terme, soit de la cour du banc de la Reine, soit de la cour supérieure il devient nécessaire de suspendre les séances du dit terme spécial, les juges d'icelles ajourneront le dit terme spécial jusqu'au premier jour convenable après la clôture du dit terme, et la dite cour spéciale pourra, après l'audition de toutes les parties sur les diverses matières à elle soumises, ajourner, aux fins de rendre jugement seulement, à aucun jour ultérieur, après lequel elle pourra de nouveau ajourner pour les mêmes fins, et les dits ajournements pour rendre jugement pourront être à aucun jour durant ou entre aucuns termes de la dite cour du banc de la Reine, ou de la cour supérieure : et pourvu aussi, qu'il sera loisible au gouverneur, par une proclamation, ordonnant le dit terme spécial, de suspendre ou différer tous terme ou termes de l'une ou l'autre des dites cours, ou d'en modifier la durée ; et aussi, de nommer un juge ou des juges de circuit, ou un avocat ou des avocats d'au moins dix années de pratique au banc du Bas Canada, pour être et agir comme juges assistants des dites cours ou d'aucune d'elles, pendant que durera le dit terme spécial et tous les ajournements d'icelui, et pour telle période de temps avant ou après, qu'il pourra juger nécessaire ; et toute personne ainsi nommée aura, pour la période de telle nomination, tous les pouvoirs d'un juge de la cour dont il aura été nommé juge assistant, excepté les pouvoirs donnés par le présent acte. Le juge président à tel terme spécial sera le juge-en-chef de la cour du banc de la Reine, s'il est présent : s'il est absent, le juge-en-chef de la cour supérieure ; et si les deux juges-en-chef sont absents, le plus ancien des juges puisnés de la cour du banc de la Reine alors présent.

Proviso.

Ajournement
aux fins de
rendre juge-
ment.

Proviso.

Suspension des
termes ordi-
naires des dites
cours.Juges assis-
tants.Le juge-en-
chef de la cour
du banc de la
Reine prési-
dera.

**APPROPRIATION PROVINCIALE POUR VENIR EN AIDE AUX
CENSITAIRES ET SUBVENIR AUX DÉPENSES DU PRÉSENT
ACTE.**

Les émolu-
ments et dé-
boursés des
commissaires
seront payés à
même le fonds
consolidé.

XVII. Les émoluments et déboursés des commis-
saires qui seront nommés en vertu du présent acte,
ainsi que les dépenses qui seront encourues en vertu
d'icelui, seront payés à même le fonds consolidé du
revenu de cette province, par warrant du gouverneur :
et une somme n'excédant pas en totalité ce qui restera
du montant ci-après limité, après déduction des dits
émoluments, déboursés et dépensés, pourra pareille-
ment être payée à même le dit fonds pour les fins du
présent acte ; et il sera loisible au gouverneur en
conseil de faire en sorte qu'une somme ou des sommes
n'excédant pas en totalité la somme requise pour dé-
frayer les dépenses autorisées par le présent acte,
soient prélevées au moyen de débentures qui seront
émises sur le crédit du dit fonds consolidé du revenu,
suivant telle forme, portant tel taux d'intérêt, et dont
le principal et l'intérêt seront payables à même le dit
fonds, en tels temps et lieux que le gouverneur en con-
seil jugera le plus avantageux pour l'intérêt public ; et
les deniers ainsi prélevés comme susdit formeront
partie du dit fonds consolidé du revenu de cette pro-
vince : pourvu toujours, que le montant total des de-
niers à être ainsi payés, soit en argent, soit en débent-
tures, en vertu du présent acte, n'excèdera pas de plus
de cent cinquante mille louis la somme dont le produit
annuel en moyenne des autres sources du revenu ci-
après mentionnées (sur la moyenne des cinq dernières
années) serait l'intérêt annuel à six pour cent par
année ajouté à la valeur des droits de la couronne dans
les seigneuries affectées par le présent acte.

Des débent-
tures pourront
être émises.

Proviso.

Montant
limité.

Fonds spécial
approprié à
ces fins.

XVIII. Les deniers provenant des sources de revenu
suivantes, seront et sont par le présent acte spéciale-
ment appropriés pour rembourser au dit fonds con-
solidé du revenu le montant qui pourra en être pris
pour payer les sommes qui doivent être payées sur
icelui en vertu de la section précédente, savoir :

2. Tous les deniers provenant de la valeur des droits Quint, etc. de la couronne, droit de quint et autres redevances dans ou sur les seigneuries dont la couronne est le seigneur dominant, et qui doivent être commués par le présent acte suivant que telle valeur sera fixée par les cadastres des dites seigneuries respectivement, ainsi que tous les arrérages des dits droits.

3. Tous les deniers provenant des revenus de la Lauzon. seigneurie de Lauzon, et de la vente de toute partie de la dite seigneurie qui pourra être vendue par la suite, ainsi que de tous arrérages de ces revenus.

4. Tous les deniers provenant des droits sur les en- Droits d'en-
cans, et licen-
ces d'encan-
teurs.
dans le Bas Canada.

5. Tous les deniers provenant dans le Bas Canada, Licence de
des licences accordées pour vendre du vin ou des magasin.
liqueurs spiritueuses ou fermentées en détail dans des
lieux autres que des lieux d'entretien public, com-
munément appelés licences de magasin ou boutique.

Tous les deniers provenant de licences d'auberges Licences
dans le Bas Canada, après que les charges portées d'auberges.
actuellement sur ce fonds auront été liquidées, ex-
cepté cependant la partie de ce fonds qui aura été
prélevée dans les townships.

Et il sera tenu des comptes séparés de tous les de- Il sera tenu
niers provenant des sources de revenu susdites, et des des comptes
deniers, déboursés en vertu du présent acte, en allouant séparés de ce
l'intérêt des deux côtés au taux alors courant sur les fonds.
débentures provinciales, afin que si les sommes paya-
bles à même le fonds consolidé du revenu, en vertu
du présent acte, excédaient en totalité le montant
total des sommes provenant des sources de revenu
ainsi spécialement appropriées et tout intérêt alloué
sur icelle comme susdit, une somme égale à tel ex- Pour quel
cédant puisse être mise à part, et elle sera mise à part objet.
pour être appropriée par le parlement pour quelque
objet local ou des objets locaux dans le Haut Canada.

Comment sera
approprié le
dit fonds spé-
cial.

XIX. Le fonds spécial constitué comme susdit pour les fins du présent acte, sera, déduction faite des dépenses encourues en vertu du présent acte, approprié à aider les censitaires des diverses seigneuries en la manière suivante :

Les droits de
la couronne
seront appro-
priés en ré-
duction de la
rente consti-
tuée représen-
tant les lods et
ventes.

2. La somme qui sera établie comme la valeur des droits de la couronne dans chaque seigneurie, comme susdit, et la différence entre la valeur absolue en franc-alen-roturier de tous fonds, eaux et pouvoirs d'eau non concédés dans les seigneuries, et la valeur des droits du seigneur en iceux sera appropriée en aide aux censitaires de la dite seigneurie en réduction des rentes constituées représentant les lods et ventes ou autres droits de mutation en icelles, suivant un pourcentage égal de réduction dans chaque dite rente.

La balance
sera répartie
entre les di-
verses sei-
gneuries.

3. La balance du dit fonds spécial sera répartie par le receveur-général entre les diverses seigneuries auxquelles le présent acte s'étend, donnant à chacune d'elles un pourcentage égal sur le montant total de rentes constituées établies par le cadastre de chaque telle seigneurie, déduction faite de la valeur des droits de la couronne sur icelles, et la somme ainsi répartie à chaque seigneurie, sera par le receveur-général employée dans l'ordre suivant qui sera l'ordre des charges dont elle sera grevée :

Comment
appliquée.

Au rachat de
lods et ventes
restant.

1. Au rachat de telle partie des dites rentes constituées représentant les lods et ventes ou autres droits de mutation dans la seigneurie, qui restera après la réduction faite par l'emploi de la valeur des droits de la couronne comme susdit suivant un pourcentage égal de réduction dans telles rentes restant dans chaque cas ;

De la banalité.

2. Au rachat des rentes constituées représentant la banalité dans la seigneurie, suivant un pourcentage égal de réduction dans chaque telle rente ;

Des cens et
rentes.

3. Au rachat des rentes constituées, représentant les cens et rentes et autres redevances sur les fonds

possédés pour les fins de l'agriculture dans la seigneurie, suivant un pourcentage égal de réduction dans chaque telle rente constituée, excédant le taux d'un denier et demi par année par arpent ;

Excédant 1½d. par arpent.

4. La réduction des dites rentes constituées sera toujours en proportion de la somme capitale employée à effectuer telle réduction, la réduction étant égale à l'intérêt légal du dit capital ;

Réduction de la rente constituée.

5. Les sommes ainsi réparties pour chaque seigneurie appartiendront au seigneur d'icelle, sujet toujours au droit du seigneur dominant, et seront traitées à tous égards comme deniers payés pour le rachat des rentes constituées mentionnées dans le cadastre de la dite seigneurie, sujets aux dispositions spéciales ci-après établies.

Les sommes ainsi réparties pour chaque seigneurie appartiendront au seigneur.

DESTINATION DES DENIERS PROVENANT DU RACHAT DES DROITS SEIGNEURIAUX, ETC.

XX. Tout propriétaire de seigneurie qui a sous sa mouvance un autre ou plusieurs fiefs (à moins que la valeur de ses droits n'ait été entrée dans le cadastre d'icelle,) et tout créancier hypothécaire sur aucune seigneurie dont le cadastre aura été déposé au greffe de la cour supérieure dans le district dans lequel telle seigneurie ou partie d'icelle est située, sera tenu de filer une opposition à la distribution de tous deniers provenant ou qui pourront provenir du rachat de droits seigneuriaux dans telle seigneurie, pour la conservation de ses droits, dans les six mois qui s'écouleront à compter de la date de l'avis annonçant dans la *Canada Gazette* que le cadastre de la dite seigneurie a été déposé ; toute telle opposition sera déposée au dit greffe et durera trente ans à moins qu'elle ne soit retirée plus tôt ou renvoyée par jugement de la cour ; et si aucune telle opposition est renouvelée dans moins de trente ans, l'opposant n'aura droit de se faire payer que les frais d'une seule opposition ; et pendant que telle opposition sera en force, tout censitaire qui paiera le capital ou deniers du rachat de la rente constituée

Les seigneurs dominants et les créanciers hypothécaires devront filer des oppositions à la distribution des deniers.

Durée de telles oppositions.

au seigneur, le fera à son péril et sous peine d'être responsable envers tel opposant pour toute perte qu'il pourra par là encourir.

Oppositions
des mineurs,
personnes in-
terdites, etc.,
etc.

XXI. Pour la conservation de leurs droits, les mineurs, les personnes interdites, les femmes sous puissance de mari, même pour douaire non encore ouvert, et les substitués ou ceux qui ont des droits contingents, par eux-mêmes ou leurs tuteurs, curateurs, maris ou autres qui peuvent agir pour eux, seront également tenus, pour la conservation de leurs privilèges, de former opposition à la distribution de tous tels deniers de la manière prescrite par la section précédente ; mais les tuteurs, curateurs, maris ou autres qui auront négligé de former opposition ainsi, ne cesseront pas d'être néanmoins responsables vis-à-vis les personnes sous leur garde ou puissance des pertes résultant de leur négligence à cet égard.

Tout seigneur
pourra toucher
la proportion à
lui revenant
à même le
fonds spécial,
en produisant
un certificat
du greffier de
la cour supé-
rieure qu'au-
cune opposi-
tion n'a été
filée.

XXII. Si après l'expiration de six mois à compter du jour de la première publication dans la *Canada Gazette* de l'avis * du receveur général * annonçant le dépôt du cadastre de la seigneurie dans laquelle tel fonds est situé, le possesseur de la dite seigneurie exhibe au receveur-général un certificat donné par le greffier de la cour supérieure pour le district dans lequel le cadastre de telle seigneurie ou un triplicata d'icelui est déposé, constatant l'absence de toute opposition au paiement des sommes de rachat dans telle seigneurie, le dit receveur-général payera au dit seigneur, sur son recepissé en double, le montant de tous deniers revenant au dit seigneur à même le fonds spécial ci-dessus mentionné avec intérêt à six pour cent par an, à compter de la date du dit avis, et dès lors le seigneur aura plein pouvoir de recevoir le prix des rentes constituées dans sa seigneurie directement des censitaires, et de faire des dites rentes ce qu'il trouvera à propos.

* Ces mots sont annulés par 19 Vict. Chap. 53, s. 19.

XXIII. Lorsque le receveur-général aura constaté le montant des deniers revenant à un seigneur, à même le fonds spécial par le présent approprié à l'aide des censitaires, et qu'il aura été formé comme susdit une opposition à la distribution des deniers, le receveur-général déposera un certificat du dit montant entre les mains du greffier de la cour supérieure dans le district où aura été déposé le cadastre relatif à la dite seigneurie ; et la dite cour fera la distribution des dits deniers parmi les opposants, suivant l'ordre de leur hypothèque et la préférence de leurs privilèges respectifs ; et le receveur-général la paiera au greffier de la cour pour être distribuée suivant cet ordre, mais l'intérêt sur toute somme revenant à un seigneur et entre les mains du receveur-général sera toujours payable au dit seigneur.

Manière de disposer de l'indemnité en cas d'opposition.

XXIV. Tous ceux qui possèdent en main-morte, les corporations, tuteurs, curateurs et administrateurs possédant des fonds tenus en roture, ou les possesseurs de fonds substitués dont les rentes constituées pourront être rachetées avec avantage pour ceux qu'ils représentent, pourront effectuer le rachat de toute rente constituée en vertu des dispositions du présent acte, en payant tout le prix du rachat, à même les deniers de ceux qu'ils représentent ; pourvu que les tuteurs, curateurs et usufruitiers, et les possesseurs de biens substitués, observent les formalités prescrites par la loi pour l'aliénation des biens de ceux dont les droits seront représentés par eux ; mais ceux qui possèdent en main-morte, et les corporations, ne seront tenus d'observer aucune formalité dans ou avant le rachat d'aucune dite rente constituée, autre que celles qui sont prescrites par le présent acte.

Les corporations, tuteurs, etc., pourront racheter le capital des rentes constituées en vertu de cet acte.

Proviso.

XXV. Et il sera loisible aux diverses communautés religieuses ou ecclésiastiques, possédant dans le Bas Canada, des fiefs ou seigneuries en main-morte, de placer de temps à autre, à volonté, sur des biens-fonds ou propriétés foncières dans cette province, ou sur des garanties publiques ou privées dans cette province,

Placement de l'argent de commutation par les communautés religieuses, etc.

selon qu'elles le jugeront plus convenable ou plus avantageux pour leurs communautés respectives, toutes sommes de deniers qui pourront leur revenir du rachat de toute rente constituée créée en vertu du présent acte, ou à même le fonds spécial approprié par le présent acte.

DESTINATION ET CARACTÈRE LÉGAL DES PROPRIÉTÉS
ET DROITS QUI REPRÉSENTERONT CI-APRÈS LES
SEIGNEURIES.

Comment
seront consi-
dérés les droits
acquis avant
l'avis du dépôt
du cadastre.

XXVI. A l'égard de tous les droits acquis dans ou sur aucune seigneurie, avant la publication dans la *Canada Gazette* de l'avis **du receveur-général** du dépôt **entre ses mains** du cadastre d'une seigneurie, et pour la conservation desquels une opposition aura été filée dans les six mois à compter de la date de la dite publication, tous les biens-fonds et droits réels qui lors de la passation et immédiatement avant la passation du présent acte étaient possédés par le seigneur comme faisant partie de sa seigneurie, tous les droits qui lui seront assurés par le cadastre d'icelle, toutes les rentes à être créées par le présent acte, tous les deniers qui proviendront du rachat de toutes telles rentes, ou qui seront reçus par le seigneur sur l'allocation faite par le présent acte aux censitaires pour le rachat des droits, charges et redevances seigneuriales, et toutes les propriétés et droits acquis par tel seigneur de manière à représenter tels deniers, seront pris et considérés comme étant inhérents au domaine de telle seigneurie, et comme représentant telle seigneurie ; mais à l'égard de tous droits à échoir ci-après, ou pour la conservation desquels il n'aura pas été filé d'opposition dans le délai susdit, tous tels biens-fonds, droits, rentes et deniers seront pris et considérés être et seront à toutes fins quelconques des propriétés et droits séparés et indépendants ; et il ne sera pas nécessaire qu'aucune personne se qualifie comme étant ou comme ayant toujours été seigneur pour pouvoir posséder ou recouvrer ou exercer aucun d'iceux.

Autres droits.

* Ces mots sont annulés par 19 Vict. Chap. 53, s. 19.

XXVII. Toutes rentes constituées à être créées en vertu du présent acte auront les mêmes privilèges *ex causâ* que le droit du bailleur de fonds, et la même préférence sur toutes autres réclamations hypothécaires affectant le bien-fonds que tous droits seigneuriaux sur tels biens-fonds ou provenant de tel bien-fonds auraient eue avant le rachat des dits droits, sans aucun enregistrement dans aucun bureau d'enregistrement à cet effet; mais le créancier n'aura pas le droit de recouvrer plus de cinq années d'arrérages de toutes telles rentes; et à défaut de meubles suffisants pour prélever le montant d'un jugement pour tels arrérages, quoiqu'il se monte à moins que dix louis courant, exécution pourra émaner contre tel bien-fonds après un délai d'une année à compter de la date de tel jugement, et pas avant.

Les rentes constituées auront la préférence sur toutes autres hypothèques.

XXVIII. Toute rente constituée, établie en vertu du présent acte, sera toujours rachetable du consentement du propriétaire du bien-fonds et du seigneur, dans les cas où le seigneur a droit au capital d'icelle pour son usage, et pas autrement; mais si la seigneurie est substituée ou possédée par un tuteur, curateur ou propriétaire usufruitier, et qu'une opposition soit filée et alors en force, la rente et les arrérages seulement seront reçus, sujets toujours à l'exception dans la clause suivante, qui s'appliquera à tous les cas de rachat de telles rentes. (*Voir aussi 18 Vict., chap. 103, s. 1.*)

Rentes constituées comment rachetables.

Proviso—si la seigneurie est substituée, etc.

XXIX. Pourvu toujours, qu'il ne sera loisible de racheter aucune rente constituée que du consentement du seigneur ayant droit au capital d'icelle pour son propre usage, en aucun temps, dans aucune année, que le jour auquel telle rente est payable: mais pourvu aussi, qu'il sera en tout temps, et soit que le seigneur ait ou n'ait pas droit au capital des rentes constituées en vertu du présent acte pour son propre usage, loisible aux censitaires dans toute seigneurie de racheter par un seul paiement toutes les dites rentes constituées restant alors dans la seigneurie, et dans tel cas le prix

Epoque de tel rachat.

Proviso.

Les censitaires de toute seigneurie pourront racheter par un seul paiement toutes les rentes consti-

tuées restant
dans la sei-
gneurie.

Comment il
sera disposé
des deniers
provenant de
tel rachat.

Des deniers
pourront être
prélevés pour
cet objet sur le
crédit du fonds
d'emprunt mu-
nicipal consoli-
dé pour le
Bas Canada.

de rachat sera payé au seigneur, s'il n'y a pas alors d'opposition de filée comme susdit et en force ; et s'il y a une telle opposition, alors il sera payé au receveur-général, et il en sera disposé à tous égards comme de deniers revenant au seigneur du fonds spécial approprié pour venir en aide aux censitaires ; et le paiement de tel prix de rachat sera toujours un des objets pour lesquels des deniers pourront être prélevés sur le crédit du fonds d'emprunt municipal consolidé pour le Bas Canada, en vertu d'aucune loi en force pour le prélèvement de deniers sur le crédit de tel fonds ; et le prix de rachat en vertu de cette clause sera toujours la somme capitale dont les rentes rachetées seront égales à l'intérêt légal, à moins qu'il ne soit convenu d'un autre taux entre les censitaires et un seigneur ayant droit à tel prix de rachat pour son propre usage. (*Voir aussi 18 Vict., chap. 103, s. 1.*)

DISPOSITIONS DIVERSES.

La vente par
décret ne libé-
rera pas des
droits seigneuriaux ni des
rentes constituées repré-
sentant iceux.

XXX. La vente par décret n'aura l'effet de libérer aucun immeuble tenu alors et jusque là à titre de cens et ainsi vendu, d'aucun des droits, charges, conditions ou réserves établis en faveur du seigneur sur tel immeuble dus avant la complétion du cadastre de la seigneurie dans laquelle tel immeuble est situé, ou de toute rente constituée payable sur icelui en vertu de tel cadastre ; mais tout tel immeuble sera censé avoir été vendu à la charge pour l'avenir de tous tels droits, charges, conditions ou réserves, sans que le seigneur soit tenu pour cette fin de former opposition avant la vente.

Toute opposi-
tion pour la
conservation
d'aucun des
dits droits sera
nulle.

XXXI. Si, nonobstant les dispositions de cet acte, l'on forme, à l'avenir, quelque opposition afin de charge pour la conservation d'aucun des droits, charges, conditions ou réserves mentionnés dans la clause de cet acte qui précède immédiatement la présente clause, telle opposition n'aura pas l'effet de suspendre la vente, et l'opposant n'aura droit à aucun frais sur icelle, mais elle sera rapportée en cour par le shérif, après la vente, pour valoir ce que de droit.

XXXII. Le seigneur de qui relevait tout fonds dont la tenure sera commuée, en vertu du présent acte, sera maintenu dans ses privilèges et hypothèques sur ce fonds pour le paiement de tous arrérages de droits seigneuriaux légalement dus lors de cette commutation. Privilèges des seigneurs pour arrérages dus lors de la commutation.

CERTAINES TERRES DÉCLARÉES AVOIR ÉTÉ ET ÊTRE
TENUES EN FRANC-ALEU ROTURIER.

XXXIII. Tous fonds que tout seigneur a, par un acte ou contrat par écrit exécuté avant ce jour, déchargés, ou qu'il est convenu de décharger de tous droits seigneuriaux en considération du paiement d'une somme d'argent ou d'une rente annuelle, sont par le présent déclarés être, et avoir été du jour de la date de tout tel acte ou contrat, francs de tous tels droits seigneuriaux, et tenus en franc-aleu-roturier. Mais les commissaires pour la confection des cadastres des seigneuries dans lesquelles seront situés tels fonds, agiront à l'égard de tous tels fonds comme s'ils étaient tenus en roture, et lorsqu'ils seront sujets à une rente annuelle, ils établiront et spécifieront dans le cadastre le capital de toute telle rente afin qu'elle puisse être rachetée par la personne tenue au paiement d'icelle de la même manière que toute rente constituée établie par le présent acte. Certaines terres déclarées être tenues en franc-aleu roturier.

XXXIV. Tous fonds sur lesquels des droits d'indemnité ont été payés à un seigneur, et qui n'ont pas été vendus ou concédés depuis tel paiement à des personnes possédant autrement qu'en main-morte, sont par le présent déclarés être, et avoir été du jour de la date de tel paiement ou de tout acte ou contrat par écrit obligeant tel propriétaire à payer tels droits, déchargés de toutes redevances et charges seigneuriales, et tenus en franc-aleu-roturier, mais sujets au paiement d'une rente constituée égale aux cens et rente légalement dus sur iceux. Terres possédées en main-morte, déclarées être en franc-aleu roturier.

INTERPRÉTATION ET ÉTENDUE DU PRÉSENT ACTE.

XXXV. Et pour l'interprétation du présent acte, qu'il soit statué qu'aucune des dispositions du présent Cet acte ne s'étendra pas à certaines

terres et seigneuries.

acte ne s'étendra aux terres incultes et non concédées dans les seigneuries possédées par la couronne en fideicommiss pour les Sauvages, ni aux seigneuries possédées par les ecclésiastiques du séminaire de Saint

Seigneuries du Séminaire de St. Sulpice et fiefs relevant d'icelles.

Sulpice de Montréal, ni à aucun des fiefs Nazareth, Saint Angustin, Saint Joseph, Closse et Lagnauchetière, dans la cité et le comté de Montréal, ni à aucun autre arrière-fief relevant d'aucune dite seigneurie, ni aux

Seigneuries des Jésuites.

seigneuries du ci-devant ordre des Jésuites, ou autres seigneuries possédées par la couronne et non ci-dessus

Seigneuries de l'Ordonnance.

mentionnées, ni aux seigneuries possédées par les principaux officiers de l'Ordonnance de Sa Majesté,

Sherrington.

3 G. 4, c. 14.

Abrogée par 18 Vict. chap. 103, s. 7. ni à aucunes terres tenues en franc-aleu noble, et octroyées en vertu de l'acte du parlement de la ci-devant province du Bas Canada, passé dans la troisième année du règne de feu Sa Majesté le Roi George Quatre, intitulé: *Acte pour le soulagement de certains censitaires ou concessionnaires de La Salle et autres y mentionnés, possédant des terres dans les limites du township de Sherrington;*

Proviso.

pourvu toujours, que le gouverneur en conseil pourra, s'il le trouve à propos, accorder aux censitaires des seigneuries de la couronne dont les revenus appartiennent à la province, (y compris les seigneuries du ci-devant ordre des Jésuites,) sur commutation de leurs terres, des avantages et une aide égaux à ceux qui sont par le présent acte accordés aux censitaires des seigneuries qui ne sont pas exemptées de l'opération du présent acte. (*Voir aussi 18 Vict. chap. 103, s. 8.*)

Seigneuries de la couronne.

Cet acte n'affectera pas les arrérages dus avant sa publication.

XXXVI. Rien de contenu dans ce présent acte n'affectera le droit de recevoir ou recouvrer tous arrérages de droits seigneuriaux échus avant la passation du présent acte, ou ne donnera à aucune personne quelconque aucun droit d'action pour le recouvrement de deniers ou autres valeurs payés par lui ou ses prédécesseurs sous forme de rentes ou autres redevances seigneuriales, ou pour le recouvrement de dommages qu'elle prétendrait réclamer par suite de la privation

d'aucun droit dont elle croirait avoir été illégalement privée par son seigneur, à moins qu'elle n'eut eu le dit droit d'action, si le présent acte n'eut pas été passé ; et rien de contenu dans le présent acte ne sera censé affaiblir ou maintenir aucune réclamation d'aucun seigneur ou d'aucuns censitaires à aucun droit réclamé par ou pour eux, respectivement, à l'audition des questions et propositions qui, en vertu du présent acte, devront être soumises à la décision des juges, mais icelles seront décidées suivant la loi, telle qu'elle était immédiatement avant la passation du présent acte.

XXXVII. Le mot "seigneurie," partout où il se trouve dans cet acte, sera censé comprendre toute partie du fief, arrière-fief ou seigneurie possédée par une seule personne ou une corporation, ou possédée par plusieurs personnes par indivis, aussi bien que tout fief, arrière-fief ou seigneurie en sa totalité, excepté telles parties de l'acte où les mots "arrière-fief" et "seigneurie" sont employés pour distinguer le fief dominant d'avec le fief servant ; le mot "seigneur" sera censé comprendre toute corporation ou toute personne qui possède seule, et toutes les personnes qui sont propriétaires par indivis de partie d'un fief, arrière-fief ou seigneurie, aussi bien que toute personne ou corporation étant seule propriétaire, et toutes personnes propriétaires ensemble et par indivis d'aucun tel fief, arrière-fief ou seigneurie en sa totalité : les mots "seigneur" et "censitaire," s'appliqueront au propriétaire de toute rente constituée créée en vertu du présent acte, et la personne qui en est chargée respectivement aussi bien qu'au propriétaire et la personne chargée des dits droits et devoirs représentés par la dite rente : les mots "droits seigneuriaux," partout où ils se trouvent en cet acte, comprendront et seront censés comprendre tous droits, devoirs, charges, obligations et redevances féodales ou seigneuriales quelconques ; le mot "fonds" signifiera tout lot, lopin ou morceau de terre, et comprendra les édifices dessus érigés et ses dépendances.

Clause d'interprétation.

Le présent
acte pourra
être amendé.

XXXVIII. La législature se réserve le droit de faire toute disposition déclaratoire ou autre qui pourra être jugée nécessaire pour mettre pleinement à effet l'objet du présent acte, lequel objet est déclaré être,—d'abolir aussitôt que possible, tous droits, charges et redevances féodales et seigneuriales, en leur substituant des rentes constituées d'égale valeur,—d'accorder au seigneur une indemnité raisonnable, et rien de plus, pour tous les droits lucratifs que la loi lui donne, et que le présent acte abolira,—de conserver les droits des tiers, à moins que tels droits ne soient perdus par leur propre faute ou négligence, et d'aider le censitaire à même les fonds provinciaux à racheter ces charges seigneuriales qui sont si préjudiciables à son indépendance, à son industrie et à son esprit d'entreprise,—et toute prescription et disposition du présent acte, recevra l'interprétation la plus libérale possible dans la vue d'assurer la mise à effet de l'intention de la législature telle que déclarée par le présent.

Objet du pré-
sent acte.

L'acte d'in-
terprétation.

XXXIX. L'acte d'interprétation s'appliquera à cet acte.

Titre du pré-
sent acte.

XL. Cet acte sera connu et cité, et il y sera référé sous le nom de " L'acte seigneurial de 1854. "

Application du
présent acte.

XLI. Cet acte ne s'appliquera qu'au Bas Canada.

FORMULE A.

AVIS PUBLIC est par les présentes donné que le cadastre (*du fief, arrière-fief ou de la seigneurie*) de (*nom du fief ou seigneurie*) indiquant les rentes constituées en lesquelles les divers droits, devoirs, charges, obligations et redevances féodales et seigneuriales dus et payables sur chaque fonds dans tel (*fief, arrière-fief ou seigneurie*) sont convertis, est complété, qu'un triplicata d'icelui a été déposé au bureau du receveur-

1854.

Acte Seigneurial de 1854.

Cap. 3.

35

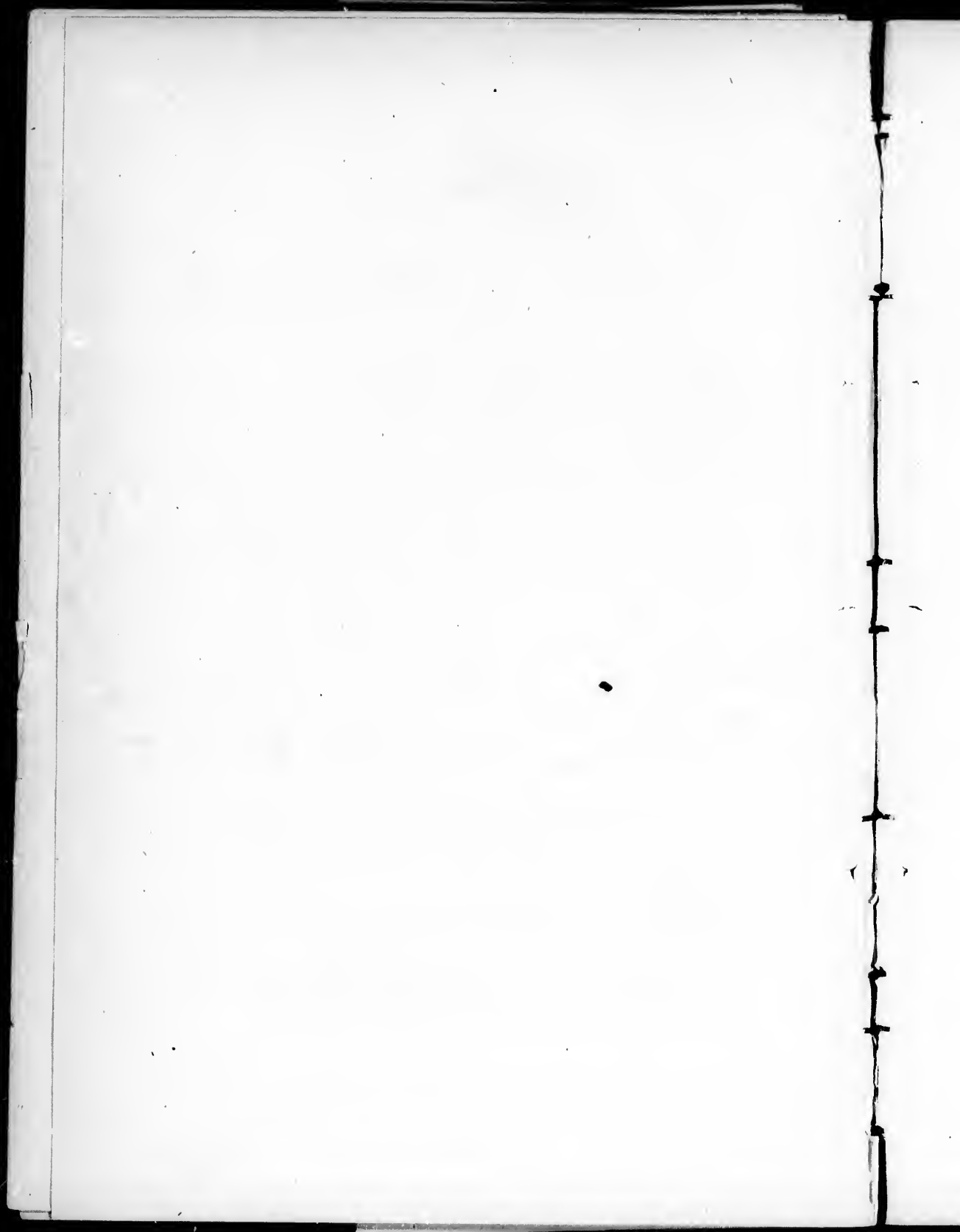
général, et un autre triplicata au greffe de la cour supérieure dans le district de , et que le troisième est resté aux mains du soussigné.

(Insérez ici le nom du lieu où siège le commissaire, et la date.)

A. B.

Commissaire en vertu de l'Acte
Seigneurial de 1854.

(Voyez aussi généralement 18 Vict., chap. 103, et 19 Vict., chap. 53.)





ANNO DECIMO-OCTAVO
VICTORIÆ REGINÆ.

CAP. CIII.

Acte pour amender l'Acte Seigneurial de 1854.

[Sanctionné le 30 mai, 1855.]

ATTENDU qu'il est expédient d'amender l'Acte ^{Préambule.}
Seigneurial de 1854, de manière à en faciliter
l'opération : à ces causes, qu'il soit statué par la Très- 18 V. c. 3.
Excellente Majesté de la Reine, par et de l'avis et du
consentement du conseil législatif et de l'assemblée
législative de la province du Canada, constitués et
assemblés en vertu et sous l'autorité d'un acte passé
dans le parlement du royaume-uni de la Grande-
Bretagne et d'Irlande, intitulé : *Acte pour réunir les*
provinces du Haut et du Bas Canada, et pour le gou-
vernement du Canada, et il est par le présent statué
par l'autorité susdite, comme suit :

1. Nonobstant toute chose contenu dans les vingt- Toute rente
huitième et vingt-neuvième sections, ou dans toute constituée
autre partie du dit acte, toute rente constituée établie dans des sei-
en vertu d'icelles dans une seigneurie, au sujet de gneuries par
laquelle une opposition aura été filée en vertu de rapport aux-
quelqu'une des dispositions du dit acte, pourra en tout quelles des
temps être rachetée moyennant paiement au receveur- oppositions
général du capital d'icelle avec intérêt jusqu'à la date seront filées
de tel rachat : pourront être
rachetées, et
comment.

2. Et le receveur-général disposera de tous tels
deniers de la manière suivante :

S'ils proviennent d'une seigneurie à l'égard de Si l'opposition
laquelle il aura été fait opposition pour la raison que est basée sur
telle seigneurie est substituée ou possédée par un une substitu-
tion.

curateur, tuteur ou autre personne la tenant en fidéicommis pour d'autres, et non comme propriétaire absolu (*jure proprietario*), le receveur-général, le jour de chaque année où la rente serait devenue due si elle n'avait pas été rachetée, et tant que subsistera telle substitution ou fidéicommis, paiera à la personne ayant droit au revenu de la seigneurie, l'intérêt sur le capital de toutes telles rentes au taux de six par cent par année, et il en paiera le capital à l'expiration de la substitution ou fidéicommis, à telle personne qui sera désignée par le jugement de la cour devant laquelle telle opposition aura été faite. Pourvu toujours, qu'il sera loisible à la dite cour sur la pétition du dit curateur, tuteur ou autre personne qui possédera en fidéicommis pour d'autres, en tout temps avant l'expiration de la substitution ou du fidéicommis, d'ordonner que le capital ou aucune partie d'icelui sera par le dit curateur, tuteur ou autre personne, appliqué et employé à l'acquisition de propriété réelle ou immobilière qui sera désignée dans l'ordre, et il sera alors loisible au receveur-général de payer la somme mentionnée dans le dit ordre à la personne ou à la partie y désignée, comme étant le vendeur de la dite propriété réelle ou immobilière, ou comme étant autorisée de toute autre manière à en recevoir le prix; et la dite propriété réelle ou immobilière sera sujette ci-après aux mêmes fidéicommis et substitutions que la seigneurie à l'égard de laquelle cette acquisition aura été ordonnée comme susdit.

Proviso.

La cour sur requête pourra ordonner que les deniers soient placés sur des biens-fonds sujets aux mêmes conditions que les deniers eux-mêmes.

Et si c'est sur des réclamations hypothécaires.

Et s'ils proviennent d'une seigneurie à l'égard de laquelle telle opposition aura été faite à raison de réclamations hypothécaires sur icelle, et non à raison de ce qu'elle est substituée ou tenue en fidéicommis comme susdit, le receveur-général agira à l'égard de tels deniers de la même manière que par rapport aux deniers afférant au seigneur sur le fonds spécial approprié par le dit acte en aide aux censitaires.

Dans d'autres seigneuries le,

3. Et dans toute seigneurie dont le seigneur aura le droit de recevoir le capital des rentes constituées

qui sera établi en vertu du dit acte, toutes telles rentes censitaires pourront être rachetées sans le consentement du seigneur sur paiement du capital d'icelles au seigneur ou à son agent, soit le jour où telle rente deviendra annuellement due ou tout autre jour durant les sept jours qui suivront immédiatement; et chaque fois que le capital de telle rente aura été dûment offert à un tel seigneur ou à son agent, pendant aucun des dits jours, et que le dit capital, ou un reçu pour icelui, aura été refusé, telle rente deviendra rachetable en tout temps à l'avenir.

II. Et attendu que les fins pour lesquelles il est permis aux seigneurs, en vertu de la loi existante, d'obtenir des lettres de terrier dans le but de faire un nouveau papier-terrier, seront assurées d'une manière moins onéreuse au censitaire par les dispositions de l'Acte Seigneurial de 1854, en autant que telles fins peuvent s'accorder avec l'intention de la législature en passant le dit acte: à ces causes, le droit des seigneurs dans le Bas Canada, d'obtenir telles lettres de terrier dans ou pour aucune seigneurie à laquelle s'applique le dit acte seigneurial de 1854, tel qu'amendé, est par le présent aboli, et l'acte de la législature du Bas Canada passé dans la quarante-huitième année du règne du Roi George Trois, et intitulé: *Acte qui déclare où doit résider le droit d'accorder des lettres de terrier dans cette province*, en autant qu'il a rapport à chaque dite seigneurie, est par le présent abrogé.

Il ne sera plus émis de lettres de terrier.

L'acte du B. C., 48 G. 3, c. 6, abrogé.

III. Et attendu qu'en vertu du dit acte aucun droit de mutation ne sera payable sur aucune mutation de terre dans une seigneurie sujette aux dispositions d'icelui, ou de telle seigneurie elle-même, advenant après la publication de l'avis du dépôt du cadastre d'icelle, et qu'il y a en conséquence de puissants motifs de différer les mutations jusqu'après telle publication, ou de cacher le fait qu'elles ont été effectuées avant icelle au grand détriment et inconvénient de toutes les parties; et attendu qu'il s'écoulera quelque temps avant que les cadastres de toutes les seigneuries puissent

Exposé.

Aucune mutation ne sera payable à l'avenir dans les seigneuries auxquelles s'applique le dit acte ; intérêts qui seront payables au seigneur au lieu d'icelle.

être complétés ; et attendu que l'appropriation faite en aide aux censitaires par le dit acte a été faite dans l'intention qu'elle prendrait immédiatement effet, et que jusqu'à ce qu'elle soit payable l'intérêt sur l'emprunt nécessaire pour prélever la somme requise est sauvé à la province ; à ces causes, qu'il soit statué, que nuls lods et ventes, quint, relief ou autres droits de mutation ne seront dus sur aucune mutation qui sera effectuée après la passation du présent acte dans tout fief ou seigneurie auquel s'étend ou s'applique le dit Acte Seigneurial de 1854, tel qu'amendé par le présent acte, mais au lieu d'iceux, le receveur-général portera au crédit du fonds approprié par le dit acte en aide aux dits censitaires, l'intérêt à compter de la passation du présent acte sur le montant total de l'appropriation, et la rente constituée payable par tout seigneur à son seigneur dominant comptera à partir de la passation du présent acte ; et si les cadastres de toutes les seigneuries ne sont pas déposés le premier jour de janvier mil huit cent cinquante-six, de manière que le dit fonds puisse être finalement partagé entre elles, les commissaires nommés en vertu du dit acte, ou aucun d'eux ou plusieurs d'entre eux, autorisés à cette fin par instructions du gouverneur transmises par le secrétaire provincial, feront sans délai, un estimé approximatif de la part du dit fonds revenant à chaque seigneur ou seigneur dominant, au meilleur de leur habileté et suivant les meilleurs renseignements qu'ils pourront obtenir, et l'intérêt, à compter de la passation du présent acte, sur la part revenant à chaque seigneur ou seigneur dominant, sera à lui payé les premiers jours de janvier et juillet, jusqu'à ce que sa part soit finalement constatée, époque où le montant ainsi payé sera porté à son débit, et il sera crédité pour l'intérêt à compter de la passation du présent acte sur sa part ainsi constatée, et la différence sera couverte en portant à son débit ou à son crédit, suivant le cas, dans son compte avec le receveur-général pour telle part, une somme égale à telle différence ; et aux fins de déterminer le dit estimé approximatif comme susdit

les dits commissaires pourront demander et recevoir des divers seigneurs les états qu'ils jugeront nécessaires à cette fin, attestés sous serment devant un juge de la cour supérieure ou un juge de circuit : pourvu toujours, que la somme payée par le receveur-général comme intérêt en vertu de cette section, sera mise en compte quand il s'agira de constater la somme à laquelle le Haut Canada peut avoir droit pour des fins locales, en vertu de la dix-neuvième section du dit acte. (*Voir aussi 19 Vict., chap. 53, ss. 11, 12.*)

Proviso: quant
aux réclama-
tions du Haut
Canada.

IV. Le droit de retrait conventionnel qu'il était permis au seigneur de stipuler uniquement pour lui assurer le paiement des droits de mutation est aboli par le présent acte.

Abolition du
retrait conven-
tionnel.

V. Le receveur-général placera de temps à autre, à intérêt dans quelque banque incorporée, tous deniers qui viendront entre ses mains comme partie du fonds approprié par le dit acte et non alors requis pour les fins d'icelui, ou les placera en débiteures provinciales ou en débiteures garanties par la province, et emploiera l'intérêt en provenant à payer celui qui est accordé en vertu du présent acte.

Le receveur-
général pourra
placer les
deniers appro-
priés par le
dit acte, et non
immédiat-
ement requis.

VI. Et pour éviter tous doutes, qu'il soit déclaré et statué, que tout commissaire en vertu du dit acte pourra donner tout avis requis par la septième section ou par toute autre partie d'icelui, relativement à toute seigneurie ou seigneuries, et un autre commissaire ou d'autres commissaires pourront ensuite agir de toute manière en vertu du dit acte, relativement à telle seigneurie ou seigneuries ; et généralement chaque commissaire qui agira relativement à une seigneurie sera considéré être le commissaire assigné pour agir dans et pour icelle en vertu de la quatrième section du dit acte, à moins que le gouverneur n'ait prescrit ou ordonné autrement.

Doutes quant
à certains
pouvoirs des
commissaires,
dissipés.

VII. Cette partie du dit acte seignorial de 1854, qui établit qu'aucune de ses dispositions ne s'appliquera à

Le dit acte
s'appliquera
à certaines

terres dans
Sherrington.

aucunes terres tenues en franc-aleu noble, et concédées par et en vertu de l'acte du parlement de la ci-devant province du Bas Canada passé dans la troisième année du règne de feu Sa Majesté le Roi George Quatre, et intitulé : *Acte pour le soulagement de certains censitaires ou concessionnaires de La Salle, et autres y mentionnés, possédant des terres dans les limites du township de Sherrington*, sera et est par le présent acte abrogée, et le dit acte s'appliquera aux dites terres; mais attendu que la décision de la cour spéciale à être établie en vertu de la seizième section du dit acte seigneurial de 1854, ne peut pas affecter les dites terres, le cadastre y relatif pourra être complété et déposé sans qu'il soit besoin d'attendre la décision de la dite cour spéciale.

Des cadastres
pourront être
faits pour les
seigneuries de
la couronne,
possédées pour
des fins pro-
vinciales.

VIII. Nonobstant tout ce que contenu au dit acte seigneurial de 1854, il pourra être fait des cadastres, si le gouverneur juge à propos de l'ordonner, en vertu des dispositions de ce même dit acte, pour les seigneuries possédées par la couronne dont les revenus appartiennent à la province, y compris les seigneuries du ci-devant ordre des Jésuites, de la même manière et en vertu des mêmes dispositions que pour les autres seigneuries (omettant les détails qui ne peuvent pas s'appliquer aux seigneuries de la couronne), et les commissaires étant revêtus des mêmes pouvoirs: pourvu qu'aucune partie de l'appropriation faite par le dit acte en faveur des censitaires ne s'appliquera au rachat des droits seigneuriaux dans telles seigneuries de la couronne, et qu'aucun tel cadastre ne sera déposé de la manière prescrite par la treizième section du dit acte, ou n'opérera aucune commutation forcée de tenure, ou la substitution d'aucune rente constituée à la place des droits et redevances seigneuriales dans telle seigneurie; mais le gouverneur en conseil pourra, s'il le juge à propos, accorder aux censitaires dans les dites seigneuries, sur commutation de leurs terres, des avantages et soulagements égaux à ceux que les censitaires dans d'autres seigneuries se trouveront avoir obtenus

Effet et usage
de tels cadas-
tres.

en vertu du dit acte, et les cadastres ainsi faits en vertu de la présente section serviront de base pour faire le calcul de l'étendue des avantages et soulagements à être ainsi accordés aux censitaires dans les dites seigneuries de la couronne.

IX. Et attendu qu'il s'est glissé quelques erreurs dans la version française du dit acte qu'il est à propos de corriger : qu'il soit statué, que dans la version française, à la place des mots "*tel que distingué*" dans la huitième ligne du quatrième paragraphe de la cinquième section du dit acte, les mots "*comme étant distinct*" seront substitués ; à la place des mots "*quinze jours d'avis*," dans la quatrième ligne du sixième paragraphe de la douzième section, les mots "*huit jours d'avis*" seront substitués ; les lignes dont il s'agit ici étant celles de la première édition officielle du dit acte imprimé par l'imprimeur de la Reine.

Erreurs dans la version française du dit acte, corrigées.

X. Après qu'un cadastre quelconque aura été complété et déposé en vertu du dit acte, il ne sera pas contesté ou l'effet n'en sera pas affaibli pour aucune irrégularité, erreur ou défectuosité se trouvant dans aucune procédure antérieure y relative ou dans aucune chose que le dit acte oblige de faire avant qu'icelui soit complété et déposé ; mais toutes telles procédures et choses antérieures seront censées avoir été correctement faites et adoptées, à moins que le contraire n'apparaisse expressément à la face du dit cadastre ; et la même règle s'appliquera à toutes les procédures des commissaires en vertu du dit acte, de manière qu'aucune d'elles, lorsqu'elle sera complétée, ne sera contestée ni révoquée en doute pour aucune irrégularité, erreur ou défectuosité se trouvant dans aucune procédure antérieure, ou dans aucune chose jusque là faite ou omise par les commissaires ou aucun d'eux.

Les cadastres et procédés complétés en vertu du dit acte ne seront pas récusés plus tard pour défaut de forme.

XI. Pour les fins du dit acte, toute personne qui occupe ou possède une terre dans une seigneurie avec la permission du seigneur, ou de qui le seigneur aura

Certains occupants de terre, du consentement du sei-

gneur, seront
considérés
comme censi-
taires.

reçu des rentes ou autres redevances seigneuriales à
raison de cette terre, sera censée en être le propriétaire
comme censitaire.

Comment
seront punies
les personnes
mettant illé-
galement obs-
tacle à l'exé-
cution de
l'Acte Sei-
gneurial de
1854, ou du
présent acte.

XII. Toute personne qui interrompra, gênera, ar-
rêtera, ou molestera de quelque manière que ce soit, un
commissaire nommé suivant l'acte seigneurial de 1854,
ou toute personne agissant sous ses instructions, dans
l'accomplissement de son devoir, dans quelque matière
que ce soit, se rattachant à la mise à effet du dit acte
seigneurial de 1854 ou du présent acte, ou qui détour-
nera ou empêchera par force, menace ou autrement,
tout tel commissaire ou toute personne agissant sous
ses instructions d'accomplir aucun des devoirs à lui ou
à elle assignés par l'un ou l'autre des dits actes, sera
passible d'être emprisonnée pour chaque contraven-
tion, pendant une période n'excédant pas deux mois ;
et il sera loisible à tout juge de paix d'envoyer en
prison toute personne convaincue devant lui de telle
offense, sur le serment d'un témoin digne de foi, et
aucune conviction, ordre, mandat, ou autre chose faite,
ou comportant être faite selon le présent acte, ne sera
déclarée nulle pour vice de forme, ou ne sera évoquée
par *certiorari* ou autrement, devant aucune des cours
de record de Sa Majesté, pour vice de la dite forme.

Le manque de
formes n'inva-
lidera pas les
procédés.

Titre abrégé
de l'acte.

XIII. En citant ou mentionnant le présent acte
dans un acte ou procédure quelconque, il suffira de le
mentionner comme l'*Acte d'amendement seigneurial de*
1855, sous lequel titre il sera connu et désigné.

(Voyez aussi généralement 19 Vict. chap. 53.)



ANNO DECIMO-NONO
VICTORIÆ REGINÆ.

CAP. LIII.

L'acte d'amendement seigneurial de 1856.

[Sanctionné le 19 juin, 1856.]

ATTENDU qu'il est expédient d'amender l'acte Préambule.
seigneurial de 1854 et l'acte d'amendement sei-
gneurial de 1855, afin d'en faciliter les opérations : à
ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consente-
ment du conseil législatif et de l'assemblée législative
du Canada, décrète ce qui suit :

I. Chaque fois que la règle prescrite par le second
paragraphe de la sixième section de l'acte seigneurial
de 1854, pour établir la valeur annuelle d'aucuns droits
casuels, ne peut point s'appliquer à une seigneurie, le
commissaire adoptera lui-même quelque autre mode
équitable d'établir telle valeur annuelle. Le commis-
saire adoptera
au besoin un
mode équita-
ble pour éta-
blir une valeur
annuelle.

II. Le septième paragraphe de la sixième section
du dit acte seigneurial de 1854, est par le présent
abrogé. Abrogation.

III. Dans l'estimation des droits casuels de la cou-
ronne, dans les diverses seigneuries dans le Bas Ca-
nada, les commissaires établiront la moyenne du revenu
annuel de la couronne provenant de ces droits dans
tout le Bas Canada, et telle moyenne de revenu annuel
sera prise comme représentant l'intérêt à six pour
cent d'une somme capitale qui sera répartie sur toutes
les seigneuries sujettes au paiement du droit de quint
en proportion de leur valeur ; le montant réparti à
chaque seigneurie représentera les droits de la cou-
ronne dans icelle et sera déduit du montant à être payé
Comment se-
ront estimés
les droits ca-
suels de la
couronne.

par les censitaires pour le rachat des droits casuels du seigneur.

Dispositions
pour la nomi-
nation d'ex-
perts abro-
gées.

IV. Depuis et après la passation du présent acte, toutes les dispositions relatives à la nomination d'experts contenue dans la dixième section de l'acte seigneurial de 1854, ou dans aucune autre section du dit acte, seront abrogées, et dans toutes les seigneuries dans lesquelles il aura été fait une réquisition pour ou une nomination d'experts, les commissaires agiront à tous égards comme s'il n'y avait pas eu telle réquisition ou nomination d'experts.

Section 11 de
l'Acte Sei-
gneurial de
1854, amen-
dée.

V. Tous les mots après les mots "qui suivront le dit avis" dans le premier paragraphe de la onzième section du dit acte seigneurial de 1854, (y compris les deux paragraphes) sont annulés, et les suivants substitués : "en quelque lieu commode dans la seigneurie, " sous les soins d'une personne convenable et compétente, et le nom de la dite personne et le lieu du " dépôt seront indiqués dans tel avis ; et toute per- " sonne intéressée dans le cadastre pourra désigner " par écrit adressé au commissaire et laissé à la per- " sonne ayant la charge du cadastre, toute erreur ou " omission en icelui, et pourra demander qu'icelle " erreur ou omission soit rectifiée ou qu'il y soit suppléé, " et à l'expiration des dits trente jours, il sera du " devoir du commissaire d'être présent au lieu indiqué " dans tel avis et d'examiner et décider les objections " faites par écrit comme susdit."

Le commis-
saire décidera
les objections.

Paragraphe 4
de la XII^e sec-
tion de la 18^e
V. c. 3, appli-
cable au com-
missaire agis-
sant au cadas-
tre.

VI. Le quatrième paragraphe de la douzième section du dit acte seigneurial de 1854 ne s'appliquera qu'au commissaire qui aura finalement complété le cadastre en question et non au commissaire ou commissaires qui auront fait quelque acte de procédures préliminaires à la confection du cadastre.

Paragraphe 5
& 6 de la sect.
12 de la 18^e V.
c. 3, abrogés.

VII. Les cinquième et sixième paragraphes de la douzième section du dit acte seigneurial de 1854, sont par le présent abrogés.

VIII. La révision d'aucun cadastre ne sera permise à moins que demande n'en soit faite dans les quinze jours après que le commissaire aura donné sa décision, tel que prescrit par la onzième section de l'acte seigneurial de 1854 telle qu'amendée par le présent acte, et chaque telle demande sera faite par pétition présentée au nom de la partie intéressée aux commissaires réviseurs, ou aucun d'eux, spécifiant les objections faites aux dits cadastres.

Période pour la révision des cadastres, limitée.

Sur réception de toute telle pétition, il sera du devoir des commissaires réviseurs, après avoir donné huit jours d'avis aux parties intéressées en la manière prescrite par la septième section du dit acte seigneurial de 1854, de procéder à la révision du cadastre y mentionné, et à cette fin d'entendre, juger et décider les allégations de la dite pétition. Les procédures dans telle révision seront gardées de record, et si les commissaires y trouvent quelque erreur, ils la corrigeront.

Procédés lorsqu'on demande une révision.

IX. Les commissaires choisis pour former une cour pour la révision des cadastres siégeront à Montréal pour les seigneuries situées dans les districts de Montréal et d'Ottawa : à Trois-Rivières pour celles qui sont situées dans le district des Trois-Rivières ; à Québec pour celles qui sont situées dans le district de Québec ; à Kamouraska pour celles qui sont situées dans le district de Kamouraska, et à New Carlisle pour celles qui sont situées dans le district de Gaspé : mais toute pétition pour la révision d'un cadastre pourra être présentée aux commissaires réviseurs, ou à aucun d'eux, dans tout district.

Où siégeront les commissaires réviseurs.

X. Et attendu que les fiefs et seigneuries qui suivent, c'est-à-savoir ; Perthuis, Hubert, Mille Vaches, Mingan et l'Ile d'Anticosti, ne sont pas étalés, la tenure sous laquelle les dites seigneuries sont actuellement possédées par les propriétaires actuels d'icelles respectivement, sera et est par le présent changée en la tenure de franc-aleu roturier ; la différence dans la valeur entre chacune des dites seigneuries, tel que jusqu'ici

Disposition spéciale concernant certaines seigneuries.

Le gouverneur
en conseil
pourra appli-
quer cette sec-
tion aux sei-
gneuries prou-
vées ne pas
être établies.

possédée, et la même seigneurie quand elle sera pos-
sédée en franc-aleu roturier, et aussi la valeur des
droits casuels et autres droits de la couronne dans les
dites seigneuries, seront constatées et entrées dans le
cadastre de la seigneurie, et le montant du total, lors-
que le dit cadastre sera déposé, deviendra dû et payable
par le seigneur à la couronne, et formera partie du
fonds approprié en aide aux censitaires ; et toutes les
fois que le gouverneur en conseil se sera assuré que
quelqu'autre fief ou seigneurie est en totalité non
concedé, il sera loisible au gouverneur d'émettre une
proclamation déclarant que le dit fief ou seigneurie
sera de ce jour-là sujet à l'opération de la présente
section du présent acte : et depuis et après la date de
la publication de telle proclamation dans la *Canada
Gazette*, la tenure en laquelle sont maintenant tenus
le fief ou seigneurie ou les fiefs et seigneuries y men-
tionnés, sera changée en la tenure de franc-aleu ro-
turier ; et les commissaires en dressant les cadastres
traiteront les dits fiefs ou seigneuries à tous égards
comme s'ils avaient été spécialement mentionnés dans
cette section.

Disposition
spéciale con-
cernant les
seigneuries de
la couronne.

XI. Et attendu que la troisième section de "l'acte
d'amendement seigneurial de 1855" ne s'applique pas
aux seigneuries possédées par la couronne dans le Bas
Canada, soit que les dites seigneuries forment partie
du domaine de la couronne, soit qu'elles soient possé-
dées en vertu d'aucun autre titre ou à raison de toute
autre cause, et qu'il est expédient d'accorder aux
censitaires dans les dites seigneuries les avantages qui
sont accordés par la dite section aux censitaires dans
les autres seigneuries : à ces causes qu'il soit statué :

Lods et ventes
non exigibles.

1. Nuls lods et ventes ne seront exigés des acqué-
reurs dans les dites seigneuries possédées par la cou-
ronne sur achats faits depuis le trentième jour de mai
mil huit cent cinquante-cinq ;

Les agents de
la couronne se
régleront d'a-

2. Les agents de la couronne pour les dites seigneu-
ries, dans la perception du revenu provenant d'icelles

pour la couronne et relativement à tous les autres ^{près les déci-}
droits de la couronne comme seigneur des dites sei- ^{sions de la}
gneuries, prendront connaissance des réponses et ^{cour seigneu-}
décisions de la cour spéciale sous l'acte seigneurial de ^{riale.}
1854, sur les questions du procureur-général de Sa
Majesté pour le Bas Canada, et se guideront sur icelles ;
excepté en autant que les dits droits peuvent avoir été
réduits ou modifiés par aucun ordre ou ordres du gou-
verneur en conseil ;

3. Toutes terres et eaux non concédées dans les ^{Terres, etc.,}
dites seigneuries seront possédées par la couronne en ^{non concédées}
pleine propriété, et pourront être vendues et autrement ^{seront pro-}
aliénées en conséquence, et lorsqu'elles seront concé- ^{priétés de la}
dées, elles seront concédées en franc-aleu roturier. ^{couronne.}

XII. Et en amendement à la troisième section du ^{Section 3 de}
dit acte d'amendement seigneurial de 1855, il est ^{l'acte de 1855,}
statué que les commissaires, ou l'un d'eux ou plusieurs ^{amendée.}
d'entre eux, feront immédiatement un état séparé ^{Valeur appro-}
pour chaque seigneurie, indiquant autant qu'il sera ^{ximative des}
alors facile de le constater, et sujet à toute rectification ^{droits de mu-}
ultérieure : ^{tation paya-}
^{bles au sei-}
^{gneur dans}
^{l'intérêt au}
^{lieu de l'inté-}
^{rêt sur sa part}
^{approximative}
^{des fonds.}

1. La moyenne du revenu annuel provenant des
lods et ventes ;

2. La moyenne du revenu annuel provenant du
droit de quint ;

3. La moyenne du revenu annuel provenant du
droit de relief,—et

4. La moyenne du revenu annuel provenant d'autres
droits casuels, (s'il y en a) qui, en vertu de la dite
section, ont cessé d'être payables après la passation du
dit acte ;

5. Tel état sera fait pour chaque seigneurie séparé-
ment et aussitôt que les commissaires pourront le
faire, et sera transmis au receveur-général ; et au lieu
de l'intérêt mentionné dans la troisième section amen-

dée, (qu'on laissera accumuler comme faisant partie de l'aide provinciale en faveur des censitaires,) le montant de tel revenu annuel dans chaque seigneurie, tel qu'indiqué par le dit état, depuis le trentième jour de mai, mil huit cent cinquante-cinq (jour de la passation du dit acte) jusqu'au premier jour de janvier ou de juillet dernier passé au temps où l'état viendra entre les mains du receveur-général, sera alors payé par le dit receveur-général, au seigneur ou seigneur dominant de telle seigneurie ; et ensuite une moitié de la moyenne du revenu annuel mentionné dans chaque tel état respectivement, sera payée au seigneur ou seigneur dominant y ayant droit, le premier jour de janvier et le premier jour de juillet, jusqu'à ce que les cadastres soient définitivement déposés, et le montant ainsi payé à chaque seigneur sera porté à son débit comme autant ainsi reçu par lui à compte de la part à lui revenant dans l'appropriation provinciale accordée pour le soulagement des censitaires et de l'intérêt provenant sur telle part ; mais dans le calcul du montant à être déduit à raison de la dite aide provinciale sur la valeur totale des droits seigneuriaux dans une seigneurie, telle qu'indiquée par son cadastre, afin de constater le montant restant à payer par les censitaires, la valeur exacte des dits droits casuels (telle que finalement constatée par le cadastre) depuis le dit trentième jour de mai, mil huit cent cinquante-cinq jusqu'à la publication de l'avis du dépôt de tel cadastre, et non la valeur approximative ci-dessus mentionnée en premier lieu) sera (comme représentant la moyenne de la somme épargnée par les censitaires durant la dite période par le non-paiement des dits droits casuels ou d'aucune compensation pour iceux,) déduite du montant total du principal et intérêt payables au seigneur à même la dite aide provinciale, et ce qui restera sera la somme à déduire sur la valeur totale des droits seigneuriaux, telle qu'indiquée par le cadastre, afin de constater le montant payable par les censitaires ; pourvu toujours, premièrement, que toute la somme à être payée par le receveur-

Comment sera constatée l'aide provinciale à déduire de la valeur des droits seigneuriaux.

Proviso.

général à un seigneur dominant sera aussi déduite de celle qui aurait été autrement payable par les censitaires du seigneur servant ; et secondement, que si la somme approximative payée à un seigneur dominant en vertu de la présente section par le receveur général est plus ou moins grande que la valeur véritable de ses droits dans le temps, la différence sera déduite de la somme à être payée par le receveur-général à tel seigneur dominant, ou y sera ajoutée (suivant le cas), en vertu du sixième paragraphe de la sixième section du dit acte seigneurial de 1854. Proviso.

XIII. Dans le cas où un seigneur ou seigneur dominant serait endetté envers la couronne en une somme d'argent pour un droit provenant d'une seigneurie possédée par tel seigneur ou seigneur dominant, le receveur-général retiendra le montant ainsi dû à la couronne sur le montant payable au dit seigneur ou seigneur dominant, en vertu des dispositions du présent acte ou des actes amendés par le présent ; et le montant (s'il y en a) dû à la couronne par chaque seigneur, sera constaté par le commissaire faisant le cadastre de chaque seigneurie, et par lui certifié au receveur-général. Deniers dus à la couronne par le seigneur seront déduits du montant qui lui sera dû.

XIV. Dans les cas où, par suite d'une division égale, nul jugement n'a été rendu par les juges de la cour du banc de la Reine et de la cour supérieure pour le Bas Canada, sur aucune des questions à eux soumises par le procureur-général pour le Bas Canada, en vertu des dispositions de la seizième clause du dit acte seigneurial de 1854, le commissaire faisant le cadastre décidera, dans tous les cas auxquels telle question se rapporte, en la manière qu'il jugera la plus équitable sous les circonstances, sauf les droits de la cour qui sera nommée pour la révision des cadastres en vertu de la douzième section du dit acte seigneurial de 1854, à prononcer une décision finale sur telle question ou questions, et à amender tel cadastre conformément à telle décision, si cela devient nécessaire. Disposition en cas d'une division égale dans l'opinion des juges sur quelque question.

Les commissaires pourront examiner les répertoires des notaires.

XV. Le commissaire faisant le cadastre d'une seigneurie aura plein pouvoir soit par lui-même, soit par toute autre personne par lui autorisée, d'examiner le répertoire de tout notaire, lorsqu'il croira que telle inspection est à désirer pour avoir des renseignements propres à assurer plus d'exactitude pour le cadastre, telle inspection étant demandée et faite à des heures raisonnables et dans les jours juridiques, et tout notaire refusant de permettre telle inspection, encourra par là une pénalité de cent louis; et pour chaque telle inspection le notaire aura droit de recevoir cinq chelins pour chaque heure qu'elle aura duré; pourvu que toutes les fois que telle inspection sera demandée par un seigneur, elle sera faite à ses frais.

Proviso.

Limites d'une seigneurie expliquées.

XVI. Pour effectuer le cadastre d'une seigneurie, les limites d'icelle seront censées être celles que le seigneur possède actuellement, bien qu'elles puissent être en litige en tout ou en partie.

Les seigneurs pourront aliéner des terres non concédées.

XVII. Et attendu que la disposition dans l'acte seigneurial de 1854, qui défend à un seigneur de concéder ou aliéner les terres non concédées dans sa seigneurie avant que le cadastre ne soit déposé, retarde les établissements; il est en conséquence statué, que depuis et après la passation du présent acte, toutes terres non concédées, dans une seigneurie dont la tenure n'aura pas alors été commuée, seront par le seigneur possédées en franc-aleu roturier, et pourront être par lui traitées en la même manière que peuvent être traitées les terres possédées par d'autres personnes sous la même tenure, excepté que si la seigneurie est substituée ou possédée autrement qu'à titre absolu de propriété, alors le prix des dites terres formera le capital d'une rente constituée, lequel capital ne sera payé qu'à une partie possédant la seigneurie à titre absolu de propriété; mais toute partie dont le titre avant la passation de l'acte seigneurial de 1854, l'aurait autorisée à concéder telles terres non concédées, pourra, après la passation du présent acte, les vendre pour telle rente constituée comme susdit, et non autrement.

Proviso: en cas d'une seigneurie substituée, etc.

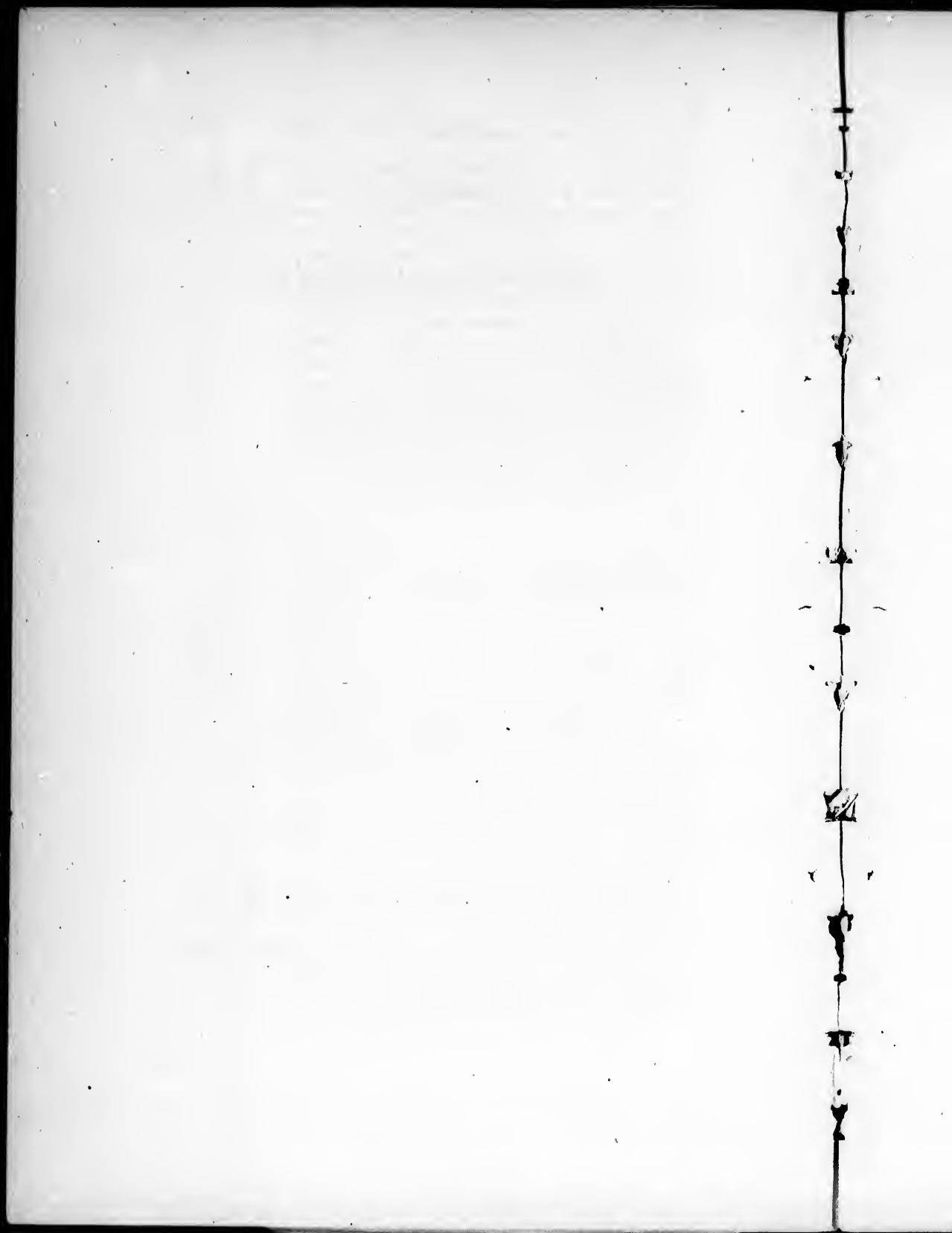
XVIII. Nulles terres tenues en franc et commun soccage ou en franc-aleu roturier ne seront chargées d'aucune rente perpétuelle non rachetable ; et toutes les fois que telle rente sera ainsi stipulée, le capital pourra en aucun temps en être racheté au choix du possesseur de la terre qui en sera chargée, sur paiement du capital de telle rente calculé au taux légal de l'intérêt ; et toute stipulation dans un titre translatif de propriété de toute telle terre, tendant à la charger d'aucun droit de mutation ou d'aucun paiement en corvées, ou tendant à imposer au possesseur d'une telle terre le devoir de transporter son grain à un moulin particulier, ou toute autre redevance, servitude ou charge féodale quelconque, sera nulle et de nul effet.

Les terres en franc-aleu, etc. ne seront chargées d'aucune rente perpétuelle non rachetable, etc.

XIX. Et attendu que l'avis du dépôt du cadastre d'une seigneurie qui, en vertu des dispositions de la troisième section de l'acte seigneurial de 1854, doit être donné par le commissaire qui aura fait tel cadastre, est erronément mentionné dans la vingt-deuxième et la vingt-sixième sections du même acte, comme un avis à être donné par le receveur-général, il est par le présent déclaré et statué que la dite vingt-deuxième section aurait dû être, et de ce jour elle sera lue et interprétée comme si les mots "du receveur-général" dans la troisième ligne de la dite vingt-deuxième section n'y avaient jamais été insérés,—et que la dite vingt-sixième section aurait dû être, et de ce jour sera lue et interprétée comme si les mots "du receveur-général" dans la troisième ligne de la dite vingt-sixième section, et comme si les mots "entre ses mains" dans la dite troisième ligne de la même section, n'y avaient jamais été insérés.

Correction d'une erreur dans les ss. 22 & 26 de l'acte de 1854, relativement à l'avis du dépôt du cadastre.

XX. Le présent acte sera appelé et connu comme Titre abrégé. "l'acte d'amendement seigneurial de 1856."



INDEX

DES

ACTES SEIGNEURIAUX.

(Les lignes en italiques se rapportent aux parties abrogées.)

ABOLITION,

Acte d'abolition des droits seigneuriaux, (1854) 3 à 35

Acte pour amender l'acte d'abolition, (1855) 37 à 44

(1856) 45 à 53

Abolition des droits seigneuriaux dans un certain temps, 15

Abolition immédiate des droits de mutation, 40

Fonds d'abolition établi, 22

ABROGATION,

Actes abrogés, 4, 39

Parties de l'acte de 1854, abrogées, 41, 46

ADMINISTRATEURS.—Voir *Tuteurs*.

AGENT,

Nommé par les censitaires ou le seigneur pour corriger les erreurs dans le cadastre, 13

AMENDE,

Pour refus de rendre témoignage devant les commissaires, ou produire des papiers, 10

Pour refus de laisser visiter les répertoires de notaires, 52

ANTICOSTI, (*Fief*),

Sera tenu en franc-aleu roturier, 47

APPEL,

De la décision des juges, 20

APPROPRIATION,

Fonds d'appropriation pour venir en aide aux censitaires, 22

De quels deniers composé, 22

A quoi consacré, 24

Part revenant à chaque seigneur comment payée en l'absence d'opposition, 26

Sa distribution en cas d'opposition, 27

L'intérêt toujours payable aux seigneurs, 27

APPROPRIATION,

Remploi des deniers de l'appropriation par les communautés religieuses, 27

Par les tuteurs et administrateurs des seigneuries substituées et en fidéicommiss sur un ordre de cour, 38

Placement des deniers d'appropriation non immédiatement requis, 41

ARRÉRAGES,

Des rentes constituées, 29

Des droits seigneuriaux échus, 31

ARRIÈRE-FIEF,

Définition de ce mot, 33

Évaluation des droits lucratifs du seigneur dominant en icelui, 5

AVIS,

Par le commissaire avant de commencer le cadastre, 9

D l'assemblée publique dans une seigneurie pour nommer les experts, 11

De la nomination d'un tiers expert, 11

Que le cadastre est prêt pour l'inspection, 13

Du dépôt du cadastre, 15

Du dépôt des questions, 17

BANALITÉ, DROIT DE,

Évaluation de ce droit comme étant distinct du droit aux pouvoirs d'eau, 6, 42

Manière de faire cette évaluation, 8, 45

Converti en rentes constituées, 9

Aboli dans un certain temps, 16

Réserve des droits sur les terrains acquis par le seigneur pour le faire valoir, 16

Réduction des rentes constituées représentant ce droit au moyen du fonds d'abolition, 25

CADASTRES,

Confection d'un cadastre pour chaque seigneurie, 5

Forme et contenu, 5, 6, 7, 8, 31

Avis de son commencement, 9

Inspection des cadastres, 12

Correction des erreurs, 12, 13, 46, 47

Époque où les cadastres seront complétés, 13

Révision des cadastres, 13, 46, 47

Dépôt des cadastres en triplicata, 15

Avis de ce dépôt, 15

Copies et extraits des cadastres, 15

Effets de l'avis du dépôt d'un cadastre, 15

Cas où tous les cadastres ne seraient pas déposés dans un certain temps, 40

CADASTRES,

- Dépôt du cadastre des terres en franc-aleu-noble de Sherrington, 42
- Cadastrés de certaines seigneuries de la couronne et de celles des jésuites, 42
- Cadastrés non invalidés pour défaut de forme, 43

CENS ET RENTES,

- Leur valeur annuelle inscrite dans le cadastre, 6
- Manière d'en faire l'évaluation, 7
- Leur conversion en rentes constituées, 9
- Leur abolition dans un certain temps, 15
- Leur réduction au moyen du fonds d'abolition dans une certaine mesure, 25
- Arrérages des cens et rentes, etc., payables au seigneur, 24
- Conservation de ces arrérages dans le cas de vente par décret, sans opposition afin de charge, 30

CENSITAIRES,

- Définition de ce mot, 33
- Leurs charges seigneuriales converties en rentes constituées, 9
- Assemblée des censitaires pour nommer un expert à leur demande*, 11
- Accord entre le seigneur et les censitaires pour nommer un seul expert*, 12
- Correction des erreurs dans les cadastres à leur demande, 13, 46, 47
- Nomination d'un agent des censitaires à cette fin*, 13
- Déchargés des droits seigneuriaux dans un certain temps, 15
- Déchargés des droits de mutation, 40
- Comparution devant la cour spéciale par conseil, 19
- Appropriation provinciale pour leur venir en aide, 22
- Réduction de leurs rentes constituées au moyen de cette appropriation, 25
- Opposition au paiement ou rachat des rentes constituées, 25
- Cas où les censitaires pourront payer et racheter les rentes constituées, 29
- Rachat des rentes constituées par les censitaires, 29
- Délai à eux accordés pour ce faire, 29, 39
- Cas où ils pourront racheter à la fois toutes les rentes constituées d'une seigneurie, 29
- Emprunt à cette fin, 30
- Rachat par les censitaires des seigneuries substituées ou hypothéquées, 37
- Censitaires des seigneuries de la couronne et des jésuites, 42

CERTIFICATS,

- Du receveur-général, constatant la part du fonds d'abolition revenant à un seigneur, 26
- Du greffier de la cour supérieure, constatant l'absence d'opposition, 26

CHAPONS,

Prix des chapons pour l'évaluation des cens et rentes, 7

COMMISSAIRES,

Leur nomination, 4

Serment d'office, 4

Lieux où ils pourront agir, 5, 41

Travaux commencés par un commissaire et continués par d'autres, 5, 41

Qui sera censé être le commissaire, 41

• Evaluation et cadastres qu'ils feront, 5

Seront guidés par les titres et autres preuves, 6

Comment ils désigneront les fonds, 6

Indication des fonds déjà commués, 7

Règles qu'ils suivront pour l'évaluation, 7, 8.

Avis par eux du commencement du cadastre, 9

Droit d'entrer sur les fonds, 10

D'interroger sous serment, de contraindre à répondre, 10

De faire nommer des experts, 11

Commissaire tiers-expert ou seul expert, 11, 12

Remplacement d'un commissaire expert, 12

Avis de la confection d'un cadastre et correction des erreurs qu'il contient par le commissaire, 12

Commissaires pour la révision des cadastres, 13, 46

Leurs pouvoirs, 13, 14, 46

Lieux où ils siégeront, 47

Dépôt des cadastres par les commissaires, 15

Décisions par lesquelles ils se guideront, 20

Leurs procédures valides malgré les défauts de forme, 43

Protection des commissaires dans l'accomplissement de leurs devoirs, 44

COMMUTATION,

Actes y relatifs abrogés, 4

Inscription des fonds commués dans le cadastre, 7

Rente à la place de lods et ventes sur les fonds commués, 8

Fonds commués ou en main-morte déclarés en franc-aleu, 31

CONCESSION,

Désignation des fonds par la concession, 6

Défense de concéder des fonds avant un certain temps, 16

Défense de concéder des fonds autrement qu'en franc-aleu roturier, 16

Les fonds non-concédés pourront être aliénés par les seigneurs, 52

CONSEILS,

Devant la cour spéciale. pour les seigneurs, 18

Leur nombre limité, 18

Pour les censitaires, 19

Leur nombre limité, 19

CONTRE-QUESTIONS,

- Posées par les seigneurs, 19
- Posées par les censitaires, 19
- Copies imprimées d'icelles, 18, 19—(Voir *Questions*.)

CONDAMNATION,—Conviction :

- Pour empêchement d'un commissaire, 44

COPIES,

- Copies authentiques des cadastres, 15
- Dépôt de copie des questions pour la détermination des droits seigneuriaux, 17
- Copies imprimées des contre-questions des seigneurs ou des censitaires, 19

CORPORATIONS,

- Rachat des rentes constituées par les corporations, 27
- Dispense de certaines formalités, 27
- Placement du capital de rentes constituées rachetées d'elles, 27

CORVÉES,

- Leur valeur estimée comme celle des cens et rentes, 7

COUR SEIGNEURIALE,

- Cour spéciale pour la détermination des droits seigneuriaux et des censitaires, 17
- Constitution de cette cour, 17, 20
- Son quorum, 20
- Durée de son terme, 20
- Par qui présidée, 21
- Mode de procédure de la cour, 20
- Manière de rendre les décisions, 20
- Décision sur des questions séparées, 20
- Appel de ses décisions, 20
- Cas d'égalité de voix, 51

COUR SUPÉRIEURE,

- Dépôt des cadastres au greffe de la cour supérieure, 15
- Dépôt au même greffe des oppositions au paiement des deniers d'abolition ou de rachat, 26
- Dépôt au même greffe du certificat des deniers d'abolition et de rachat des rentes seigneuriales par le receveur-général, 26, 38
- Ordre de cour concernant le remploi des deniers de rachat dans les seigneuries substituées et en fidéicommiss, 38

COURONNE, DROITS DE LA,

- Compris dans la valeur totale de chaque seigneurie, 5
- Inscrits séparément dans le cadastre, 5

COURONNE, DROITS DE LA,

- Manière d'évaluer les droits casuels de la couronne, 9, 45, 48, 49
- Abolis dans un certain temps, 15, 16
- Abolis immédiatement, 40
- Consacrés à faire partie du fonds d'abolition, 23
- Moyenne du revenu annuel, 45
- Appropriés spécialement à la réduction des lods et ventes, 24

COURONNE, SEIGNEURIES DE LA,

- Soustraites à l'opération des actes seigneuriaux, 31, 32
- Cadastrés d'icelles, 42
- Lods et ventes abolis, 48
- Terres non-concédées, la propriété de la couronne, 49

CURATEURS,—(Voir *Tuteurs*.)**DEBENTURES,**

- Emission de débentures pour le fonds d'abolition, 22
- A quel montant, 22

DENIERS,

- Deniers formant le fonds spécial d'abolition, 22, 23
- Emploi de ces deniers, 24
- Opposition au paiement de ces deniers ou de ceux du rachat des rentes constituées au seigneur, 25
- Réception de ces deniers par le seigneur en l'absence d'opposition, 26
- Leur distribution en cas d'opposition, 27, 38
- Remploi de ces deniers par les communautés, 27
- les tuteurs et administrateurs des seigneuries substituées et en fidéicommiss sur un ordre de cour, 38
- Placement des deniers non immédiatement requis par le receveur-général, 41

DEPENSES,

- Entraînées par les actes d'abolition des droits seigneuriaux, payées à même le fonds consolidé, 22
- Comptes séparés de ces dépenses, 23

EAUX ET POUVOIRS D'EAU,

- Différence entre leur valeur absolue en franc-aleu-roturier et la valeur des droits seigneuriaux en iceux, 6
- Cette différence appropriée au rachat des lods et ventes, 24

EDIFICES,

- Font partie du fonds, 33

EMPRISONNEMENT,

- A défaut de payer l'amende pour refus de répondre aux commissaires, 11
- Pour empêchement mis aux fonctions des commissaires, 44

EMPRUNT,

Par les censitaires pour racheter toutes les rentes constituées d'une seigneurie, sur le crédit du fonds d'emprunt municipal, 30

EVALUATION,

Des droits du seigneur, 5, 6

Des droits de la couronne, 5

Des droits du seigneur dominant, 5

De la totalité des droits sur chaque fonds, 6

Règles générales d'évaluation, 7

Des cens et rentes suivant la valeur moyenne des grains, etc., 7

Du droit de banalité, 8

Des autres droits, 8, 9

Evaluation par des experts en certains cas, 11

EXPERTS,

En quel cas et par qui nommés, 11

Leurs pouvoirs, 11

Nomination d'un tiers expert ou d'un seul expert, 11, 12

Remplacement des experts, 12

Leur rémunération, 12

Tout ce qui se rapporte aux Experts abrogé, 46

EXTRAITS,

Extraits des cadastres fournis par le greffier de la cour supérieure, 15

FEMMES—Sous puissance de mari,

Opposition par elles pour leurs droits dans les seigneuries, 26

FIDEICOMMIS,

Opposition pour les deniers d'abolition et de rachat dans le cas de fidéicommiss par les tuteurs, curateurs, etc., 26

Rachat des rentes constituées par les fidéicommissaires, 27

Rachat des rentes constituées et remploi des deniers en provenant et des deniers d'abolition dans les seigneuries, en fidéicommiss, en cas d'opposition, 30, 37, 38

FIEF,

Définition de ce mot,—Voir *Seigneurie*, 33

FIEF DOMINANT,

Définition de ce mot, 33

FIEFS,

Certains fiefs seront tenus en franc-aleu-roturier, 47

FIEF SERVANT,

Définition de ce mot, 33

FONDS,

Définition de ce mot, 33

FORMULE,

De l'avis du dépôt du cadastre, A, 34

FRANC-ALEU-ROTURIER,

Fonds en roture convertis en fonds en franc-aleu-roturier, 15

Fonds déchargés des droits seigneuriaux par convention avec le seigneur déclarés être tenus en franc-aleu-roturier, 31

Fonds possédés en main-morte déclarés être tenus en franc-aleu-roturier, 31

Fonds possédés en, ne seront chargés d'aucune rente perpétuelle, 53

GRAINS,

Prix des grains pour l'évaluation des cens et rentes, 7

GREFFIER de la Cour Supérieure,

Extraits et copies des cadastres donnés par lui, 15

Certificat par lui constatant l'absence d'opposition au paiement des deniers d'abolition, 26

Dépôt entre ses mains du certificat du receveur-général constatant les deniers revenant à chaque seigneur, 26, 27

HUBERT, (*Fief*),

Sera tenu en franc-aleu-roturier, 47

HYPOTHEQUE,

Hypothèque privilégiée des rentes constituées remplaçant les droits seigneuriaux, 29

Hypothèque pour les arrérages de droits seigneuriaux échus, 31

INDIVIS,

Seigneurie possédée par indivis, 33

INFORMALITÉ,

Dans les procédures des cadastres, 43

Dans les poursuites pour empêchement des commissaires, 44

INTÉRÊT,

Payable aux seigneurs sur les deniers du fonds d'abolition en certains cas, 27

— grevés de substitution, 38

Du fonds d'abolition consacré au paiement des droits de mutation abolis, 40

De la partie du fonds d'appropriation non requise immédiatement, 41

JÉSUITES,

Seigneuries des Jésuites soustraites à l'opération de l'acte, 32

Cadastres dans ces seigneuries, 42

Avantages aux censitaires d'icelles, 42

JUGES,

De la cour du banc de la reine et de la cour supérieure, constitués en cour spéciale pour la détermination des droits seigneuriaux,, 17, 20
Juges assistants nommés pour remplacer les autres juges pendant la durée de la cour spéciale, 21

JUGES DE PAIX,

Assistance qu'ils prêteront aux commissaires des cadastres, 10
Leurs pouvoirs pour la punition de ceux qui mettront obstacle aux fonctions des commissaires, 44

LAUZON, Seigneurie de,

Ses revenus consacrés à former le fonds d'abolition, 23

LODS ET VENTES,

Leur valeur annuelle inscrite dans le cadastre, 6
Manière d'en faire l'évaluation et leur répartition suivant la nature des fonds, 7, 8, 45
Convertis en rentes constituées, 9
Abolis dans un certain temps, 15
Abolis immédiatement, 40
Payés au seigneur à même l'intérêt du fonds d'abolition, 40
Etat sous serment du montant des lods et ventes fourni par le seigneur, 40
Rente payée à la place de lods et ventes sur un fonds communal considérée comme étant la valeur des lods et ventes, 8
Moyenne du revenu annuel provenant des, 49

MAIN-MORTE,

Terres en main-morte déclarées en franc-aleu-roturier, 31
Rachat des rentes constituées des terres en main-morte, 37
Placement des deniers de rachat des rentes constituées, et du fonds d'abolition par les gens de main-morte, 27

MILLE VACHES, Fief,

Sera tenu en franc-aleu-roturier, 47

MINEURS,

Opposition en leur nom par leurs tuteurs, 26

MINGAN, Fief,

Sera tenu en franc-aleu-roturier, 47

MONTRÉAL,

La seigneurie de l'île de Montréal soustraite à l'opération de l'acte seigneurial, 32

MOULINS,

- Evaluation du droit de bâtir des moulins, comme étant distinct du droit aux pouvoirs d'eau, 6, 43
- Manière de faire cette évaluation, 8
- Valeur convertie en rentes constituées, 9
- Abolition de ce droit dans un certain temps, 15
- Réserve des droits du seigneur sur les terrains à moulins acquis par stipulation, 17
- Réduction des rentes constituées représentant ce droit, au moyen du fonds d'abolition, 24, 25

NOTAIRES,

- Examen de leurs répertoires, 52
- Amende pour refus, 52

OPPOSITION,

- Au paiement au seigneur des deniers du fonds d'abolition ou des rentes constituées, 25
- De la part des mineurs substitués, 26
- Effet et durée de l'opposition, 26
- Rachat des rentes constituées nonobstant opposition, 29, 30, 37, 38
- Inutilité de l'opposition afin de charge pour la conservation des droits seigneuriaux, 30

ORDONNANCE,

- Les seigneuries de l'ordonnance soustraites à l'opération de l'acte seigneurial, 32

PENALITÉ,

- Pour refus de répondre aux commissaires, 10, 11
- Pour empêchement aux commissaires, 44

PERTHUIS, (Fief.)

- Sera tenu en franc-aleu-roturier, 47

POUVOIRS D'EAU, Droit aux

- Distinct du droit de banalité, son évaluation, 6, 43
- Sa valeur appropriée à la réduction des lods et ventes, après une certaine déduction, 24
- Réserves des terrains adjacents aux pouvoirs d'eau acquis par le seigneur, 16, 17
- Cas où le seigneur devra les faire valoir ou les laisser exploiter, 16, 17

PROCUREUR-GENERAL,

- Questions rédigées par lui.—(Voir *Questions.*)

QUESTIONS ET CONTRE-QUESTIONS pour la détermination des droits seigneuriaux,

- Leur décision avant le complètement des cadastres, 13
- Dressées par le procureur-général, 17
- Dépôt de copie d'icelles, 17
- Publication et avis dans la *Canada Gazette*, 18
- Prise en considération par les juges, 18
- Comparution et audition des seigneurs par conseil sur ces questions et contre-questions, 18
- Comparution et audition des censitaires, et contre-questions, 19
- Copies imprimées des contre-questions, 19
- Décision des questions, 20
- Manière de rendre la décision, 20
- Objets de la décision, ses effets, 20
- Décisions séparées sur les différentes questions, 20
- Appel de la décision des questions, 20

QUINT, Droit de,

- Évalué avec les autres droits de la couronne, 5
- Manière d'en faire l'évaluation, 8, 9
- Aboli dans un certain temps, 15, 16
- Aboli immédiatement, 40
- Consacré à faire partie du fonds d'abolition, 23
- Approprié spécialement à la réduction des rentes constituées représentant les lods et ventes, 25
- Moyenne du revenu annuel, 49

RACHAT,

- Des rentes constituées—(Voir *Rentes Constituées*.)

RECEVEUR-GENERAL,

- Triplicata du cadastre à lui adressé, 15
- Cas où il paiera au seigneur sa part du fonds d'abolition, 26
- Dépôt par lui du certificat des deniers revenant à un seigneur en cas d'opposition, 26
- Capital de toutes les rentes constituées d'une seigneurie à lui payé en cas d'opposition, 30
- Paiement entre ses mains du capital des rentes constituées des seigneuries substituées, 37, 38
- Paiement par lui de ce capital sur un ordre de cour en prescrivant le remploi, 38
- Manière dont il disposera des deniers de rachat de rentes constituées des seigneuries hypothéquées, 39
- Placement par lui des deniers du fonds d'abolition non immédiatement nécessaires, 41
- Retiendra montant dû à la couronne, 51

RELIEF, Droit de,

- Aboli dans un certain temps, 16
- Moyenne du revenu annuel, 49

RENTES.—Voir *Cens et Rentes*.**RENTES CONSTITUEES,**

- Conversion des droits seigneuriaux en rentes constituées, par classes, 9
- Paiement du prix des rentes constituées au seigneur, 26
- Rachat du capital par les gens de main-morte, tuteurs, curateurs, etc. 26
- Remploi du capital par les communautés religieuses, 26
- Hypothèque privilégiée sans enregistrement, 28
- Arrérages de cinq années, leur prélèvement par vente du fonds quel qu'en soit le montant, 29
- Rachat des rentes constituées hors le cas de la substitution, 29
- Rachat dans le cas de substitution, 37
- Temps accordé aux censitaires pour le rachat des rentes constituées, 29, 39
- Rachat de la totalité des rentes constituées d'une seigneurie, 29
- Conservation des rentes constituées représentant les droits seigneuriaux malgré la vente par décret, 30
- Inutilité de l'opposition afin de charge à cet effet, 30

REPERTOIRES,

- De Notaires pourront être examinés, 52

RETRAIT CONVENTIONNEL,

- Censé n'être pas un droit lucratif, 6
- Aboli immédiatement, 41

REVENU,

- Sources de revenu consacrées à former le fonds d'appropriation, 22, 23
- Comptes séparés des deniers en provenant, 23

RÉVISION,

- Cour de révision des cadastres, formée de quatre commissaires, 13
- Formalités de la révision, 14
- Pouvoirs des commissaires, 14
- Avis de huit jours, 14, 43
- Demande de révision, 14, 47
- Correction des erreurs 14, 47
- Frais de la révision, 14

SAUVAGES,

- Seigneuries des sauvages, 32

SEIGNEUR,

- Définition de ce mot, 33

SEIGNEUR DOMINANT,

Evaluation de ses droits dans le cadastre, 5

SEIGNEURIE,

Interprétation du mot "seigneurie", 33

Evaluation et cadastre de chaque seigneurie, 5

Par quoi représentée après la completion du cadastre, 29

Limites d'une, 52.

SERMENT,

Prêté par les commissaires, 4

Témoins examinés sous serment, 10

SHERRINGTON, Terres en franc-aleu noble de,

Soustraites à l'opération de l'Acte Seigneurial de 1854, 32, 42,

Cadastre de ces terres, où il pourra être déposé, 42

ST. SULPICE, Séminaire de,

Les seigneuries possédées par lui soustraites à l'opération de l'acte seigneurial, 32

SUBSTITUTIONS,

Opposition pour les deniers d'abolition et de rachat des rentes constituées dans le cas de substitution, par les tuteurs et curateurs, 26

Rachat des rentes constituées et remploi des deniers d'abolition et de rachat dans les seigneuries substituées, en cas d'opposition, 30, 38

TERRES.—Voir *Fonds*.

TERRIER,

Abolition des lettres de papier terrier, 39

TITRES DES ACTES SEIGNEURIAUX,

De l'acte de 1854, 34

De l'acte d'amendement de 1855, 44

De l'acte d'amendement de 1856, 53

TUTEURS,

Opposition par eux au paiement des deniers d'abolition ou au rachat des rentes constituées, 26

Rachat par eux des rentes constituées, 27

Remploi par eux des deniers de rachat des rentes constituées et des deniers d'abolition en certain cas, 38

VENTE PAR DÉCRET,

Des fonds pour arrérages de rentes constituées, 28

Fonds non libérés des droits seigneuriaux échus ou des rentes constituées par la vente par décret, 30

Vente par décret non arrêtée par opposition afin de charge, 30

VICE DE FORME,

Relativement aux cadastres, 43

Relativement aux condamnations pour empêchement des commissaires,
44

es,

